



Master

2024

Open Access

This version of the publication is provided by the author(s) and made available in accordance with the copyright holder(s).

Littératie financière et migration : une étude auprès des migrant-es
brésilien-n-es du canton de Genève

Dos Santos Ferreira, Felipe Augusto

How to cite

DOS SANTOS FERREIRA, Felipe Augusto. Littératie financière et migration : une étude auprès des migrant-es brésilien-n-es du canton de Genève. Master, 2024.

This publication URL: <https://archive-ouverte.unige.ch/unige:179638>



**UNIVERSITÉ
DE GENÈVE**

**FACULTÉ DES SCIENCES
DE LA SOCIÉTÉ**

LITTÉRATIE FINANCIÈRE ET MIGRATION : UNE ÉTUDE AUPRÈS DES MIGRANT-ES BRÉSILIEN-N-ES DU CANTON DE GENÈVE

Felipe Augusto Dos Santos Ferreira

août 2024

**Mémoire de Master en sociologie sous la direction de
Claudine Burton-Jeangros**

Université de Genève –Institut de recherches sociologiques
www.unige.ch/sciences-societe/socio/irs

(02_Impressum)

Citation conseillée: Dos Santos Ferreira Felipe A. (2024), Littératie financière et migration : une étude auprès des migrant-es brésilien-n-es du canton de Genève, Mémoire de Master, Université de Genève : Institut de recherches sociologiques, mimeo.

REMERCIEMENTS

La première personne à laquelle mes remerciements sont adressés est la directrice de ce mémoire Madame Claudine Burton-Jeangros. Votre expertise sociologique et votre sagesse dans l'analyse des problématiques relatives aux populations migrantes sans-papiers du canton de Genève ont enrichi ma recherche. Vos commentaires ont été toujours pertinents. J'ai beaucoup appris à vos côtés durant cette période de formation académique. Je vous remercie infiniment d'avoir accepté de me guider sur le chemin de l'autonomie intellectuelle, si nécessaire aux sociologues qui étudient les phénomènes sociaux les plus divers.

Mon deuxième remerciement s'adresse à mon partenaire de vie Cleiton Euzébio de Lima, qui, même sans s'impliquer profondément dans la discussion de mon travail, m'a apporté le soutien matériel et financier dont j'avais besoin pour achever ce master. Tu auras toujours une place spéciale dans ma mémoire affective pour tout ce que tu as fait pour moi. Sache que je soutiendrai toujours ta réussite professionnelle, bien que la vie nous ait fait prendre des directions différentes.

Je tiens également à remercier ma famille, ma mère, qui, sans comprendre en détail la nature du travail d'un sociologue ou ce que représente l'obtention d'un master à l'étranger dans la vie d'un étudiant, m'a toujours encouragé et a cru en mon potentiel. Ses encouragements et sa fierté à mon égard m'ont poussé à dépasser mes limites et à atteindre des objectifs que je n'aurais jamais imaginés. A mon père qui, bien que récemment arrivé dans ma vie, m'a constamment soutenu et m'a montré la douceur qu'un fils mérite de la part de ses parents dans les moments difficiles.

Je souhaitais également témoigner ma reconnaissance à Gláucia Ribeiro, la personne qui m'a aidée à recruter les participant-es à cette recherche. Votre travail avec les migrant-es brésilien-n-es¹ sans-papiers est sans aucun doute essentiel et nécessaire. Vous êtes un exemple de dévouement et d'amour pour les personnes qui viennent à vous pour quelque raison que ce soit. Je voudrais également remercier les brésiliens et les brésiliennes qui ont participé à cette recherche. Sans votre collaboration et votre disposition à partager vos histoires avec moi, ce travail n'aurait pas pu être réalisé.

Je désire remercier mes collègues de master, Chloé, Paloma, Marina, Marie et Dara, qui ont toujours été là pour moi pendant les cours que j'ai suivis et qui m'ont continuellement encouragé à progresser. Je remercie tout particulièrement Laetitia, qui a relu une partie de ce travail. Sachez que vous avez toutes une place particulière dans mon cœur et que vous serez constamment présentes dans mes souvenirs de mon parcours universitaire en Suisse.

Enfin, mes derniers remerciements vont à Christine Drijard, qui de professeure est devenue amie et a accepté de bon cœur de lire ce travail et de corriger le français et à Aureline Deloison qui m'a aidé avec le langage inclusif et épïcène et la révision finale.

●
¹ Nous utiliserons les expressions « migrant-es brésilien-n-es » et « personnes migrantes » de manière interchangeable dans de cette étude.

TABLE DES MATIÈRES

ABRÉVIATIONS	5
TABLE DES FIGURES	6
TABLE DES TABLEAUX	7
1. INTRODUCTION	8
2. REVUE DE LA LITTÉRATURE	10
2.1 LA LITTÉRATIE ET L'ÉDUCATION FINANCIÈRE	10
2.1.1 Le débat sur la définition, la mesure et l'efficacité des interventions de littératie financière	10
2.1.2 L'approche anthropologique et sociologique	17
2.2 VULNÉRABILITÉ ET L'ENDETTEMENT	21
2.2.1 Vulnérabilité	21
2.2.2 L'endettement et son impact sur la santé	23
3. PROBLÉMATIQUE ET CADRE THÉORIQUE	26
4. MÉTHODOLOGIE	28
4.1 MISE EN RELATION	28
4.2 RECRUTEMENT	28
4.3 RÉCOLTE DE DONNÉES	30
4.4 ANALYSE DE DONNÉES	31
4.5 ENJEUX ÉTHIQUES ET RÉFLEXIVITÉ	32
5. RÉSULTATS	34
5.1 LA VALEUR DONNÉE À L'ARGENT	35
5.2 L'ENDETTEMENT	38
5.3 LA LITTÉRATIE FINANCIÈRE	43
5.3.1 La gestion du budget	45
5.3.2 L'épargne	47
5.3.3 Les transferts d'argent	50
5.3.4 Les investissements	50
6. CONCLUSION	52
BIBLIOGRAPHIE	55
ANNEXES	60
ANNEXE 1 : INFORMATIONS AUX PARTICIPANT-ES ET CONSENTEMENT DE PARTICIPATION	60
ANNEXE 2 : GRILLE D'ENTRETIEN	61
ANNEXE 3 : FLYER DE RECRUTEMENT DES PARTICIPANT-ES	63

ABRÉVIATIONS

AELE	Association européenne de libre-échange
ALP	Rand American Life Panel
CAMSCO	Consultation ambulatoire mobile de soins communautaires
CCSI	Centre de Contact Suisses-Immigrés
HCDH	Haut-Commissariat aux droits de l'homme
HRS	Health and Retirement Study
LAMal	Loi fédérale sur l'assurance-maladie
MES	Money Ethical Scale
NFCS	National Financial Capability Study
NLSY	National Longitudinal Survey of Youth
OECD	Organisation for Economic Co-operation and Development
OFS	Office fédéral de la statistique
PISA	Programme international pour le suivi des acquis des élèves
PSM	Panel suisse de ménages
SEM	Secrétariat d'Etat aux migrations
SCF	Survey of Consumer Finances
UAS	Understanding America Study
UE	Union européenne
UNIGE	Université de Genève

TABLE DES FIGURES

Figure 1 : Valeur donnée au l'argent – composante cognitive	37
Figure 2 : Valeur donnée au l'argent – composante comportementale	38

TABLE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Caractéristiques sociodémographiques
--

34

1. INTRODUCTION

Les initiatives d'éducation financière ont attiré l'attention des décideurs/euses politiques du monde entier (Entorf et Hou, 2018) depuis la crise immobilière de 2008 aux États-Unis. Malgré ces efforts de diffusion de ce type d'action, il n'existe toujours pas de consensus académique sur la définition de la littératie financière (Remund, 2010 ; Huston 2010), ni sur l'efficacité des interventions menées (Willis, 2008a, 2008b, 2011 ; Fernandes, Lynch, et al. 2014), notamment auprès des populations les plus défavorisées. L'explosion du nombre de publications scientifiques sur la littératie financière depuis 2008 confirme que l'impact de la crise n'a pas seulement influencé le marché économique. Les conséquences ont également alimenté l'intérêt académique pour ce sujet. Cependant, en ce qui concerne les sciences sociales, la littératie financière reste un sujet peu étudié.

Notre intérêt pour la littératie financière provient de deux projets d'éducation financière que le chercheur a développés, en tant qu'employé d'une banque publique au Brésil, avec la population brésilienne pendant la crise COVID-19. Par ailleurs, le chercheur a réalisé à quel point les connaissances financières peuvent faire la différence dans la vie des personnes en situation de vulnérabilité sociale et que les significations attribuées à l'argent et à la dette peuvent varier en fonction de la personne et du contexte. C'est pourquoi nous avons choisi d'étudier ce sujet avec la population migrante brésilienne vivant dans le canton de Genève. Notre revue de la littérature présente le débat académique sur la définition, la mesure et l'efficacité des interventions en matière d'éducation financière mené au niveau mondial sous l'égide de *l'Organisation for Economic Co-operation and Development* (OECD/OCDE). Cette organisation joue un rôle important en encourageant et en diffusant ces initiatives stratégiques au niveau national, ainsi qu'en comparant le niveau d'éducation financière entre les pays.

La perspective dominante soutenue par l'OECD/OCDE associe souvent l'endettement et le surendettement à un manque de connaissances et de compétences financières chez les personnes à bas revenus. En ce sens, le manque de compétences économiques et cognitives, telles que la capacité à calculer, budgétiser, prévoir et épargner, est considéré comme l'une des principales causes des problèmes financiers des populations endettées. En revanche, l'anthropologie économique (Guérin, 2012a, 2012b ; Weber, 2013) propose une analyse critique de l'éducation financière, rejetant le postulat central des promoteurs de ce type d'action.

Nous sommes conscients que certaines personnes à faibles revenus peuvent en effet expérimenter des difficultés à comprendre les aspects techniques ou suivre les calculs matériels des certains produits financiers, toutefois cela ne signifie pas qu'elles prennent leurs décisions financières à l'aveugle. En fait, ces personnes ont des modes de raisonnement, des systèmes de représentation et des critères d'évaluation qui sont spécifiques et ancrés dans des contextes sociaux, culturels et politiques particuliers (Guérin, 2012b). Les systèmes de calcul sont le résultat d'un long processus de négociation, au cours duquel les relations de pouvoir ont été consolidées dans des institutions et des objets (Weber, 2013). En outre, les concepts généralement considérés comme universels dans leur portée sont en fait arbitraires et reflètent une vision particulière du monde.

L'absence de statut légal dans le pays d'accueil place les personnes migrantes sans-papiers, avant tout, dans une situation de vulnérabilité juridique. Par conséquent, le stress causé par la peur de l'expulsion et les besoins financiers de survie font que ces personnes sont susceptibles d'accepter des emplois « au noir » souvent dans des conditions de travail précaires, notamment en travaillant de longues heures et en recevant des salaires plus bas. Par ailleurs, il existe la problématique liée aux questions économiques et à la gestion financière et une éventuelle situation d'endettement. Ainsi, le manque de ressources financières est également un facteur de stress pour les personnes migrantes sans-papiers, compte tenu du coût élevé des loyers à Genève et de la valeur du salaire reçu.

Au niveau le plus élémentaire, la littératie financière fait référence à la capacité de gérer son propre argent. Si d'un côté, les significations que les gens attachent à l'argent et à l'endettement ne sont pas les mêmes partout ; de l'autre, ces différences de conceptions et le contexte dans lequel la personne migrante est insérée peuvent modifier la manière dont l'argent disponible d'une famille est géré. Ainsi, la question qui a guidé notre recherche était donc la suivante : **Quelles significations les migrant-es brésilien-n-es du canton de Genève accordent-ils/elles à l'argent et à la dette ?**

Pour répondre à cette question de recherche, nous avons opté pour une approche déductive et inductive. Les 12 personnes qui ont participé à notre enquête ont été sélectionnées par l'intermédiaire d'une *gatekeeper*. D'ailleurs, notre recherche a été structurée en deux parties : la partie théorique et la partie empirique. L'analyse des données a permis d'identifier trois thèmes principaux : i) la valeur attribuée à l'argent ; ii) l'endettement ; iii) la littératie financière. En réalité, d'autres sujets notamment la gestion du budget, l'épargne, les transferts d'argent (rémitances) et les investissements ont été identifiés au cours des entretiens et analysés en termes de composantes de la littératie financière.

Dans la conclusion, nous indiquons que la valeur que les gens accordent à l'argent et à l'endettement est façonnée par des expériences préalables dans différentes « scènes sociales » (Weber, 2013). Pour certaines personnes de notre étude, qui vivent parfois dans des situations d'incertitude et d'instabilité des revenus, savoir gérer son temps de travail est reconnu comme une compétence importante car elles pensent qu'en Suisse « le temps, c'est de l'argent ». Épargner pour créer une réserve financière d'urgence, compte tenu de l'incertitude de l'avenir, est une habitude que certain-es des participant-es maintiennent. De nombreux/ses migrant-es ont appris à gérer leur propre budget grâce à leurs expériences pratiques. Nous insistons sur le fait que les valeurs, les attitudes et les croyances des individus influencent leur comportement par rapport à l'argent (Baker et Jimerson, 1992). Par exemple, les transferts d'argent que les participant-es effectuent à leurs proches sont enracinés dans les relations qu'ils/elles ont eues dans le passé, en particulier avec leurs parents.

2. REVUE DE LA LITTÉRATURE

Ce chapitre est structuré en deux sections : (2.1) la littératie et l'éducation financière et (2.2) la vulnérabilité et l'endettement. La première partie est sous-divisée en 2 sous parties : (2.1.1) le débat académique sur la définition, la mesure et l'efficacité des interventions de littératie financière et (2.1.2) l'approche anthropologique et sociologique. La deuxième partie est composée de 2 sous parties : (2.2.1) vulnérabilité et (2.2.2) l'endettement et son impact sur la santé. Ce cadre nous permettra de comprendre les enjeux de la définition, de la mesure de la littératie financière et de connaître l'approche anthropologique et sociologique choisie pour appuyer nos analyses. Le tout dans une perspective consciente de la vulnérabilité juridique et économique des populations migrantes sans-papiers, et des problèmes que l'endettement peut causer à leur santé physique et mentale.

2.1 LA LITTÉRATIE ET L'ÉDUCATION FINANCIÈRE

Les actions d'éducation financière ont attiré l'attention de décideurs/euses politiques dans le monde entier (Entorf et Hou, 2018) à partir de la crise financière américaine de 2008. En effet, des acteurs tels que l'OECD/OCDE dans ce cas, jouent un rôle important en encourageant et en diffusant ces initiatives stratégiques au niveau national, ainsi qu'en comparant le niveau d'éducation financière entre les pays (OECD, 2015). Dès 2010, l'explosion du nombre de publications scientifiques sur la littératie financière, confirme que la crise américaine n'a pas seulement eu un impact sur le marché économique, mais qu'elle a également alimenté l'intérêt académique pour ce sujet. Cependant, en ce qui concerne les sciences sociales, la littératie financière reste un sujet peu étudié. En outre, certaines recherches, généralement associées au monde des affaires, à l'économie ou à la psychologie (Goyal et Kumar, 2021), s'attachent à discuter de la définition de la littératie financière (Remund, 2010), de la mesure des connaissances financières (Huston, 2010) ou de l'efficacité des interventions menées en matière d'éducation financière (Willis, 2008a, 2008b, 2011). Ces recherches étudient surtout les personnes défavorisées ou certains groupes sociaux - les jeunes, les immigré-es/migrant-es et les personnes à faibles revenus - qui font l'objet d'une plus grande attention académique (Entorf et Hou, 2018).

2.1.1 LE DÉBAT SUR LA DÉFINITION, LA MESURE ET L'EFFICACITÉ DES INTERVENTIONS DE LITTÉRATIE FINANCIÈRE

Malgré les nombreuses tentatives de mesure de la littératie financière dans le monde, sa définition fait l'objet d'un vif débat académique. La littératie financière est une thématique souvent liée aux plans de retraite et d'épargne (Van Rooij, Lusardi, et al., 2012), et selon Remund (2010), l'absence d'une compréhension claire et commune sur ce sujet est un problème sérieux qui doit être résolu. D'ailleurs, les intentions nébuleuses en matière d'éducation financière ont suscité une méfiance à l'égard des interventions (Fernandes, Lynch, et al., 2014) ou des décisions politiques attachées aux actions d'éducation financière (Willis, 2008a, 2008b, 2011). En effet, Huston (2010) souligne l'importance d'étudier la manière

dont la littératie financière est mesurée et projetée, car les instruments standardisés étaient alors rares. En outre, les termes « littératie financière », « connaissances financières » et « éducation financière » sont souvent utilisés de manière interchangeable et ont façonné les besoins des initiatives d'éducation financière autour du globe. Selon Xiao et Porto (2017), la littératie financière et la capacité financière sont parfois utilisées comme synonymes, les deux faisant référence à la capacité d'appliquer certains niveaux de connaissances financières, et d'adopter des comportements financiers souhaitables pour atteindre le bien-être financier (Xiao, Chen, et al., 2014).

Selon Remund (2010), la littératie dans son sens le plus élémentaire est la capacité de lire, d'écrire et de parler, ce qui fait que les compétences en communication jouent un rôle important dans la littératie financière. Dans le même ordre d'idées, Huston (2010) estime que la littératie au sens large consiste à comprendre et à utiliser la capacité à lire, écrire et calculer, pour des matériels liés à la prose, des documents et des informations quantitatives. Ainsi, dans le contexte de la littératie financière, ces deux dimensions (compréhension et utilisation) représentent respectivement la connaissance et l'application empirique, appliquées aux finances personnelles. Nous remarquons que, parmi les diverses conceptualisations de la littératie financière, la plus élémentaire renvoie à la capacité à gérer son propre argent.

Remund (2010) met en évidence que le terme « littératie financière » est couramment utilisé par les chercheurs/euses académiques, les décideurs/euses politiques, les expert-es financiers/ères et les défenseurs/euses des consommateurs/trices pour décrire les connaissances, les compétences, la confiance et la motivation nécessaires pour gérer efficacement l'argent. Pour les « expert-es » de la littératie financière, il n'est pas suffisant de savoir gérer son propre argent dans les grandes lignes, seulement savoir combien on gagne et combien on dépense, combien d'argent entre et combien en sort. L'argent doit être géré de manière efficace, c'est-à-dire en faisant le maximum avec le minimum de ressources, en épargnant et en disposant d'une réserve financière en vue de l'avenir, par exemple.

En fait, la littératie financière a fait l'objet de diverses définitions conceptuelles, opérationnelles et été associée à diverses valeurs au cours des dernières décennies. Ces différentes définitions conceptuelles permettent de rattacher ce sujet à cinq grandes dimensions : (1) la connaissance des concepts financiers, (2) la capacité à communiquer sur les concepts financiers, (3) l'aptitude à gérer les finances personnelles, (4) la capacité à prendre des décisions financières appropriées et (5) la confiance en soi pour planifier efficacement les besoins financiers futurs (Remund, 2010).

Sur la base de ces cinq dimensions, Remund (2010) propose la définition suivante de la littératie financière :

« la littératie financière est une mesure du degré de compréhension des concepts financiers clés et de la capacité et de la confiance en soi nécessaires pour gérer ses finances personnelles en prenant des décisions appropriées à court terme et en élaborant une planification financière solide à long terme, tout en tenant compte des événements de la vie et de l'évolution de la conjoncture économique² » (Remund, 2010, p. 284).

●
² Ici et plus bas, les extraits en anglais ont été traduits par nos soins.

Lusardi et Mitchell (2023) voient la littératie financière comme une connaissance et une capacité à utiliser les concepts financiers fondamentaux dans la prise de décision économique. De l'autre côté, la littératie financière est définie par Jump\$tart Coalition³ (2007) comme la capacité d'utiliser ses connaissances et ses compétences pour gérer efficacement ses ressources financières afin d'assurer sa sécurité financière tout au long de sa vie. L'OECD/OCDE a nuancé sa définition de la littératie financière depuis 2005, par rapport au public cible – adultes ou jeunes – et à ce qu'elle mesure : expériences déjà vécues ou préparation pour la vie future. De manière générale, la littératie financière est conçue par cette organisation comme :

« le processus par lequel les consommateurs/investisseurs financiers améliorent leur compréhension des produits, concepts et risques financiers et, par le biais d'informations, d'instructions et/ou de conseils objectifs, développent les compétences et la confiance nécessaires pour être plus conscients des risques et des opportunités financiers, pour faire des choix éclairés, pour savoir où demander de l'aide et pour prendre d'autres mesures efficaces pour améliorer leur bien-être financier » (OECD, 2014, p.33).

Quand l'objectif est de mesurer chez les adultes, l'OECD/OCDE envisage la littératie financière comme « *une combinaison de sensibilisation, de connaissances, de compétences, d'attitudes et de comportements nécessaires pour prendre des décisions financières et, en fin de compte, parvenir à un bien-être financier individuel* » (Atkinson et Messy, 2013, p. 18). En raison de son expérience et de ses responsabilités limitées, un-e jeune n'aura pas le même degré de connaissances en matière de finances personnelles qu'un-e adulte plus âgé-e qui possède déjà des compétences financières. Ainsi, les jeunes doivent se « préparer » à la vie financière adulte. Cela explique en partie la distinction faite par l'OECD/OCDE concernant la littératie financière chez les jeunes dans l'étude PISA⁴ :

« la littératie financière est la connaissance et la compréhension des concepts et des risques financiers, ainsi que les compétences, la motivation et la confiance en soi nécessaires pour appliquer ces connaissances et cette compréhension afin de prendre des décisions efficaces dans toute une série de contextes financiers, d'améliorer le bien-être financier des individus et de la société, et de permettre la participation à la vie économique » (OECD, 2014, p.34).

De notre point de vue, la définition de Remund (2010) se montre adéquate et équilibrée, étant donné qu'elle regroupe les 5 thèmes principaux discutés dans les diverses définitions de la littératie financière. Cependant, il n'est pas suffisant de définir la littératie financière sous l'angle conceptuel. Il faut également la conceptualiser sur une base opérationnelle, avec des indicateurs. Autrement dit, la définition opérationnelle doit permettre la transformation d'un concept abstrait dans une mesure tangible. Par conséquent, le manque d'une définition commune rend difficile la comparaison de la littératie financière entre différents échantillons (Remund, 2010).



³ Ce réseau d'organisations sans but lucratif a créé un guide intitulé National Standards in K–12 Personal Finance Education qui décrit les connaissances et compétences financières que les étudiant-es devraient apprendre de la maternelle à l'université.

⁴ PISA est l'acronyme de Programme international pour le suivi des acquis des élèves de l'OECD/OCDE. Ce test mesure la capacité des jeunes de 15 ans à utiliser leurs connaissances et compétences en lecture, en mathématiques et en sciences pour relever des défis de la vie réelle.

Fernandes, Lynch, et al. (2014) ont évalué l'efficacité des interventions d'éducation financière, et ont divisé les études en deux grandes catégories. La première comprend des enquêtes expérimentales et quasi-expérimentales sur les effets des interventions en matière d'éducation financière. Le second type comprend des études corrélationnelles et économétriques qui mesurent la littératie financière par le pourcentage de réponses correctes à des tests de connaissances financières et prédisent les comportements financiers en aval. Pour ces auteurs, ces deux types d'études renvoient respectivement à la « littératie financière manipulée » et à la « littératie financière mesurée » (Fernandes, Lynch, et al., 2014, p. 1862).

Au-delà de l'analyse conceptuelle de la littératie financière, Remund (2010) a également comparé les aspects opérationnels liés aux connaissances financières dans différentes études. Les variables opérationnelles sont regroupées en quatre catégories : le budget, l'épargne, l'emprunt et l'investissement. Ces quatre classes ressemblent aux catégories identifiées par Huston (2010). Selon Remund (2010), pour être prises au sérieux, les évaluations de la littératie financière doivent prendre en compte au moins ces quatre catégories de variables opérationnelles. En effet, les variables de capacité financière (littératie financière objective, littératie financière subjective, comportement financier souhaitable, capacité financière perçue et indice de capacité financière) jouent un rôle médiateur entre l'éducation financière et la satisfaction financière (Xiao & Porto, 2017).

L'une des études de mesure de la littératie financière les plus influentes a été menée par Lusardi et Mitchell (2007). Ces autrices comparent les patrimoines de deux groupes par le biais d'une enquête utilisant les données de la *Health and Retirement Study* (HRS), aux États-Unis. Le premier groupe est constitué de baby-boomers/euses âgés de 51 à 56 ans en 2004, et le second d'individus de la même tranche d'âge en 1992. Les résultats montrent que les individus classés comme planificateurs/trices dans les deux cohortes approchent de la retraite avec des niveaux de richesse nettement plus élevés et démontrent une meilleure littératie financière que les non-planificateurs/trices. En revanche, les non-planificateurs/trices sont concentré-es de manière disproportionnée parmi les personnes les moins éduquées, les Noirs et les Hispaniques. Ces groupes sont également ceux dont les niveaux de richesse sont les plus faibles. Les analyses basées sur les variables instrumentales⁵ suggèrent que le comportement de planification, peut expliquer les disparités en matière d'épargne et les raisons pour lesquelles certaines personnes arrivent à la retraite avec un patrimoine très limité, voire nul (Lusardi et Mitchell, 2007).

Le module expérimental sur la littératie financière, créé par Lusardi et Mitchell (2007), vise à étudier les liens entre l'éducation financière, la santé et la retraite dans le cadre du HRS. Cet effort a produit ce qui est maintenant connu sous le nom de « Big Three », une courte série de questions qui, au cours du temps, essaie de mesurer la compréhension des concepts financiers de base (Lusardi et Mitchell, 2023). Ces questions, qui sont désormais devenues une référence pour mesurer la littératie financière à l'échelle mondiale, ont été incluses dans divers instruments aux États-Unis - *National Longitudinal Survey of Youth*

⁵ La méthode des variables instrumentales, souvent utilisée en statistique et en économétrie, permet d'identifier et d'estimer des relations causales entre des variables, par exemple le « comportement de planification » et les divergences d'épargne et patrimoine avant la retraite, dans le cadre de l'étude menée par Lusardi et Mitchell (2007).

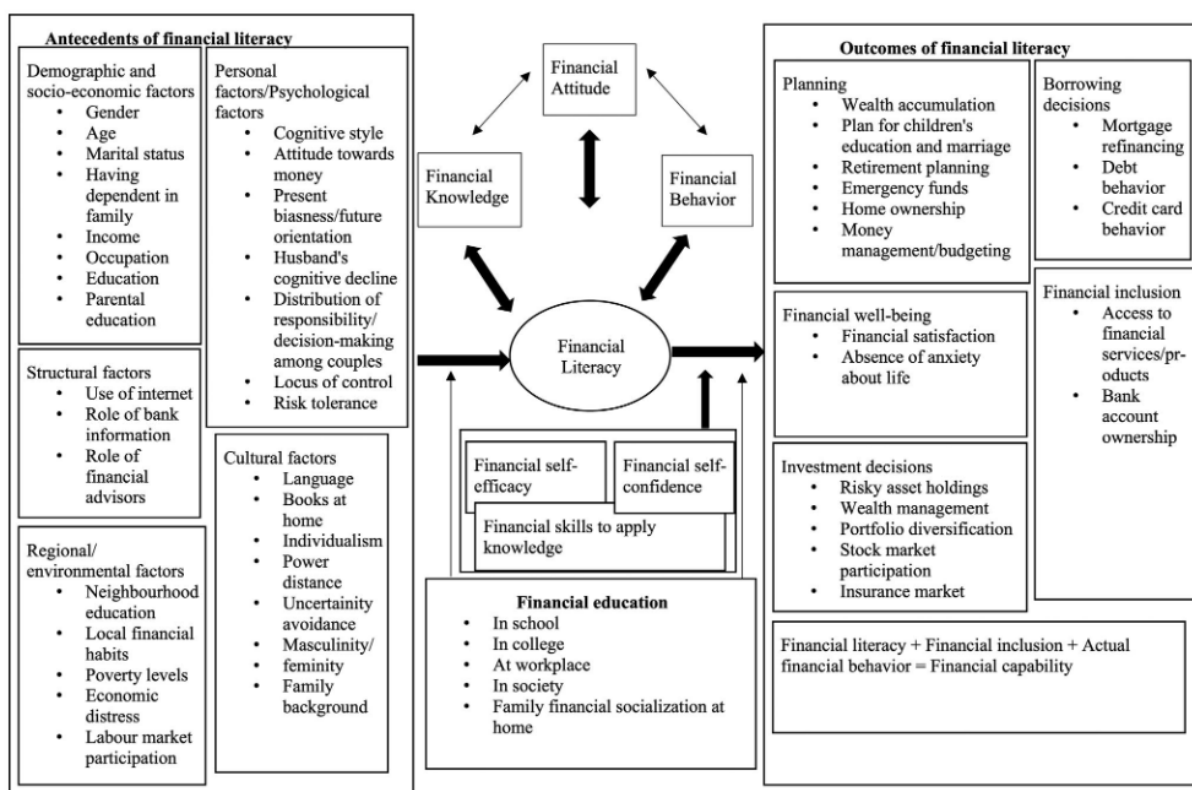
(NLSY), *Rand American Life Panel* (ALP), *Understanding America Study* (UAS), *National Financial Capability Study* (NFCS) et *Survey of Consumer Finances* (SCF) - et dans plus de 40 enquêtes réalisées en Europe, en Amérique latine et en Asie⁶. Le « Big Three », qui au début comparait les résultats de seulement 8 pays (l'Allemagne, les Pays-Bas, la Suède, l'Italie, le Japon, la Nouvelle-Zélande, la Russie et les États-Unis) (Lusardi et Mitchell, 2011), permet actuellement la comparaison du niveau d'éducation financière dans plus de 140 pays à travers la *Se&P Global Financial Literacy Survey* (Lusardi et Mitchell, 2023, p. 3).

Annamaria Lusardi a discuté de l'efficacité des actions d'éducation financière dans différentes publications académiques. L'analyse de l'impact des séminaires de préparation à la retraite sur les écarts dans l'accumulation de la retraite parmi les ménages plus âgés américains a été faite par Lusardi (2003). Cette étude utilise toutes les données d'une enquête qui couvre les répondant-es américain-es de plus de 50 ans (et leurs conjoint-es quel que soit leur âge). Les résultats indiquent que ces séminaires ont un effet correctif, particulièrement marqué chez les individus en bas de l'échelle de la répartition des richesses. En d'autres termes, ces séminaires sont généralement proposés dans des entreprises où les employé-es épargnent très peu pour leur retraite, dans le but de corriger ce comportement. Des années plus tard, Lusardi et Mitchell (2006) ont élargi leur analyse de l'efficacité des actions d'éducation financière. Différentes recherches sur les pratiques financières des consommateurs ont été menées ailleurs, notamment en Australie et en Nouvelle Zélande par l'ANZ Banking Groupe en 2005, en Angleterre par l'Autorité des services financiers du Royaume-Uni, en Allemagne par le Commerzbank AG en 2003, en Corée du Sud et au Japon par l'OECD/OCDE et Jump\$tar (Lusardi et Mitchell, 2006, p.6-7).

La littérature académique souligne que, dans divers pays, il existe de manière générale un manque de connaissances financières. Ainsi, les personnes à faible revenu et moins scolarisées, sont plus souvent qualifiées d'analphabètes sur le plan financier. Cette faible alphabétisation financière et le manque d'information, observés de manière plus ou moins générale au niveau global, ont un impact sur la capacité à épargner et à garantir une retraite confortable (Lusardi, 2008). Le manque de compréhension des concepts financiers de base peut être lié à l'absence de planification de la retraite et à un patrimoine limité. En revanche, Lusardi et Mitchell (2006) soutiennent que l'éducation financière pourrait aider les personnes à faire de meilleurs choix pour leurs finances personnelles, l'épargne et les plans de retraites.

Sur la base d'une analyse bibliométrique de plusieurs articles scientifiques publiés entre 2000 et 2019, Goyal et Kumar (2021) ont créé un modèle conceptuel de recherche sur la littératie financière qui résume la complexité de ce sujet. Il illustre également l'imbrication de cette thématique avec d'autres domaines de connaissances, notamment les affaires, l'économie, la psychologie, la sociologie et l'anthropologie.

●
⁶ Les résultats obtenus peuvent être consultés dans Lusardi et Mitchell (2011, 2014).



Source : Goyal et Kumar (2021, p. 97)

Ce modèle est divisé en trois blocs :

i) **les antécédents** de la littératie financière : les facteurs démographiques et socioéconomiques (notamment le genre/sexe, l'âge, l'état civil, dépendre de la famille, le revenu, l'éducation, l'occupation, l'éducation parentale), les facteurs structurels (notamment l'utilisation de l'internet, le rôle des informations bancaires, le rôle des conseillers financiers), les facteurs régionaux et environnementaux (notamment l'éducation dans les quartiers, les habitudes financières locales, le niveau de pauvreté, la détresse économique, la participation au marché du travail), les facteurs personnels et psychologiques (notamment, le style cognitif, l'attitude envers l'argent, les préjugés actuels/l'orientation future, le déclin cognitif de l'époux, la répartition des responsabilités/de la prise de décision au sein des couples, le locus de contrôle, la tolérance au risque) et les facteurs culturels (notamment la langue, les livres à la maison, l'individualisme, la distance au pouvoir, l'évitement de l'incertitude, la masculinité/féminité, l'antécédents familiaux) ;

ii) **les lieux d'accès** à l'éducation financière : à l'école, à l'université, au travail, dans la société, dans la famille à la maison ; **les compétences** financières pour appliquer les connaissances liées aux connaissances financières, **l'auto-efficacité** financière liée au comportement financier et **la confiance en soi** liée à l'attitude financière ;

iii) **les résultats** de la littératie financière sur : la planification (constitution d'un patrimoine, plans pour l'éducation des enfants et le mariage, planification de la retraite, fonds d'urgence, accès à la propriété, gestion de l'argent/budgétisation), les décisions d'emprunt (refinancement hypothécaire, comportement d'endettement, comportement à l'égard des cartes de crédit), le bien-être financier (satisfaction financière et l'absence d'anxiété face à la

vie), les décisions d'investissement (détention d'actifs à risque, gestion du patrimoine, diversification du portefeuille, participation au marché boursier et marché de l'assurance) et l'inclusion financière (l'accès aux services/produits financiers et la possession d'un compte bancaire).

Dans le monde entier, des programmes d'éducation financière ont été mis en œuvre dans différents contextes tels que les écoles, les établissements d'enseignement supérieur, les lieux de travail et parmi divers sous-groupes de la population (Lusardi et Mitchell, 2014). Il est souligné que les besoins et les préoccupations en matière d'éducation financière varient en fonction des caractéristiques démographiques de la population étudiée (Xu et Zia, 2012). En effet, les principaux facteurs qui déterminent la littératie financière sont le genre/sexe, l'éducation, le revenu, les investissements du ménage, les connaissances financières, l'attitude financière et le comportement financier (Santini, Ladeira, et al., 2019). Certaines études universitaires concluent que les interventions en éducation financière ont un effet négligeable sur l'amélioration des comportements financiers, avec des impacts encore plus faibles sur les groupes à faible revenu (Fernandes, Lynch, et al., 2014) ou pour les personnes migrantes (Entorf et Hou, 2018). Le fait qu'un si grand nombre de personnes ne disposent pas de connaissances financières, ne rend pas seulement leur vie économique difficile, mais contribue également à l'inégalité des richesses dans l'économie en général (Lusardi et Mitchell, 2023).

En Suisse, la littératie financière est analysée sociologiquement par Henchoz (2016). Cette autrice a produit des études sur la littératie financière des jeunes suisses/esses (Brown, Henchoz, et al., 2018), et sur la manière dont leurs attitudes vis-à-vis de l'argent peuvent varier dans les trois régions linguistiques de la Suisse (allemande, française et italienne) (Henchoz, Coste, et al., 2019). Selon, Henchoz, Coste, et al. (2019), plusieurs études sur la Suisse démontrent qu'il existe une nette distinction entre les groupes linguistiques en termes d'attitudes au travail, de comportement de vote, de demande d'assurances sociales, de fiscalité ou de pratiques financières (Eugster, Lalive, et al., 2011 ; Eugster et Parchet, 2013 ; Guin, 2017).

Guin (2017) montre, par exemple, que des différences existent dans les comportements associés à l'épargne et à l'endettement. Les ménages des régions francophones épargnent moins que ceux des régions germanophones et sont plus susceptibles de contracter des crédits formels et informels (au sein du réseau familial, par exemple) en cas de difficultés financières et d'impayés. Cet auteur utilise les données d'enquête du Panel suisse des ménages (PSM) - vagues 1999 à 2014 - qui comprennent les caractéristiques de la personne responsable de la gestion des finances du ménage, l'âge, le genre/sexe, l'éducation, la langue parlée principalement (allemand, français ou italien), ainsi qu'un large éventail de données socio-économiques.

Selon Henchoz, Coste, et al. (2019), deux théories principales ont été avancées par les économistes pour expliquer l'origine de ces différences culturelles en Suisse et leur impact sur les pratiques financières. La première concerne les différentes conceptions de l'État. La vision plus libérale de l'État de la part des individus suisses alémaniques (Eugster, Lalive, et al., 2011 ; Eugster et Parchet, 2013 ; Guin, 2017) semble les conduire à compter davantage sur leurs propres ressources et donc à accorder plus d'importance à l'épargne individuelle.

L'autre théorie concerne les préférences temporelles. Les suisses/esses romand-es, sont moins patient-es, moins disposé-es à attendre et à reporter leurs choix de consommation à plus tard (Guin, 2017).

La socialisation financière chez les jeunes en Suisse a été étudiée par Henchoz, Coste, et al (2019) à l'aide d'une approche de méthodes mixtes. Cette étude portait sur trois grands thèmes : (i) les attitudes et les valeurs liées à l'argent ; (ii) les pratiques financières (épargne, gestion de l'argent et consommation) ; (iii) l'endettement (type, ampleur et raisons des dettes). L'échantillon de jeunes suisses entre 18 et 30 ans a été tiré au hasard parmi les trois régions linguistiques (germanophone, francophone et italophone) avec une surpondération voulue des personnes de la région italophone (10 %). Les résultats confirment en partie que les suisses/esses ont un rapport à l'argent que peut être qualifié d'analytique. La majorité des personnes interrogées, considèrent l'argent comme une source de liberté et de succès. L'étude a également permis de constater que les attitudes à l'égard de l'argent en Suisse diffèrent selon les régions linguistiques. Cependant, il n'a pas été constaté que chaque région linguistique a sa propre attitude culturelle face à l'argent (Henchoz, Coste, et al., 2019).

Inspirés par certains éléments de la *Money Ethical Scale* (MES) de Tang (1992) à l'égard de l'argent, Henchoz, Coste, et al. (2019) ont utilisé 6 composantes cognitives⁷ et 4 composantes comportementales⁸ pour évaluer les attitudes des jeunes. Ces auteurs considèrent que les attitudes financières des jeunes constituent le « cadre de référence » dans lequel ils/elles examinent leur vie quotidienne et qu'ils/elles utilisent pour prendre des décisions financières. Ce cadre de référence, orientant les décisions financières, représente les composantes cognitives. Par ailleurs, les composantes comportementales évaluent si les attitudes à l'égard de l'argent sont liées aux transmissions parentales associées à l'utilisation de l'argent, c'est-à-dire les valeurs qui ont été transmises concernant la manière appropriée d'utiliser les ressources financières.

2.1.2 L'APPROCHE ANTHROPOLOGIQUE ET SOCIOLOGIQUE

L'éducation financière peut sans aucun doute avoir un objectif louable, mais cela dépend de la méthode et du contexte dans lequel elle est enseignée. En fait, l'anthropologie économique (Guérin, 2012a, 2012b ; Weber, 2013) propose une analyse critique de l'éducation financière, rejetant l'hypothèse centrale de ses promoteurs selon laquelle les pauvres sont financièrement analphabètes. Dans l'univers financier, il existe une variété de rationalités économiques qui sont invoquées par les acteurs/rices dans différentes situations, lesquelles sont qualifiées par Zelizer (2006) de « circuits », ou par Weber (2013) de « scènes sociales ».

●
⁷ 1) L'argent perçu comme une réussite, 2) l'argent perçu comme une marque de statut et respect, 3) l'argent perçu comme un symbole de liberté, 4) l'argent perçu comme un signe de pouvoir, 5) l'argent perçu comme un facilitateur social, 6) l'argent perçu comme une fin en soi (matérialisme) (Henchoz, Coste, et al., 2019, p. 4).

⁸ 7) comportement hédoniste, 8) comportement d'épargne, 9) comportement équilibré (maintenir un budget équilibré), 10) comportement de solvabilité (ne pas avoir de dettes) (Henchoz, Coste, et al., 2019, p. 4).

Une scène sociale est un cadre⁹, à la fois matériel, cognitif et moral, qui donne une signification aux interactions qui s'y déroulent et fixe des règles de comportement (Weber, 2013, p. 432). Ce cadre permet à chaque individu de s'attendre – dans une situation donnée – aux actions d'autrui. En revanche, l'absence de cadre rend l'interaction impossible.

De la même façon, la présence de plusieurs cadres concurrents rend l'interaction ambiguë et, sans forcément l'interrompre, ouvre la porte aux accusations mutuelles (Weber, 2013). De plus, toutes les personnes qui participent à un « circuit » ou à une « scène sociale » ne partagent pas toujours le même raisonnement. En effet, selon Weber (2013), les modes de compréhension ne sont pas toujours explicites, formulés dans un discours cohérent et conscient. Au contraire, une grande partie de ce que nous faisons au quotidien révèle des formes de pensée automatiques, et s'inscrit dans les réalités matérielles des objets et des procédures. Acheter de la nourriture pour sa survie, un billet de train pour un voyage ou envoyer de l'argent à un proche, sont trois exemples d'un mode de pensée que nous pouvons considérer comme « automatique » et ancré dans les réalités matérielles des objets et des procédures. De manière dynamique, ces différents types de logique s'articulent entre eux et permettent aux participant-es d'une interaction complexe de transiter d'une rationalité à l'autre, sans pour autant perturber le flux de la discussion (Weber, 2013, p. 401).

Selon Guérin (2012b), certaines personnes pauvres peuvent en effet éprouver des difficultés à comprendre les aspects techniques, ou suivre les calculs matériels des produits financiers, mais cela ne signifie pas qu'elles prennent leurs décisions financières à l'aveugle. Ces personnes ont des modes de raisonnement, des systèmes de représentation et des critères d'évaluation qui sont spécifiques et ancrés dans des contextes sociaux, culturels et politiques particuliers (Guérin, 2012b). Il convient également de souligner que les systèmes de calcul sont le résultat d'un long processus de négociation, au cours duquel les relations de pouvoir ont été consolidées dans des institutions et des objets (Weber, 2013). Les concepts souvent perçus comme universels sont en réalité arbitraires, et démontrent une perspective spécifique du monde.

Les perceptions du temps, des relations avec autrui et des obligations morales ne sont pas nécessairement les mêmes partout (Guerin, 2012b). Des représentations différentes de ces éléments peuvent conduire à des perceptions radicalement différentes de l'argent, de la dette, des taux d'intérêt, de l'obligation de payer ou encore de la planification par rapport aux modes de pensée considérés comme « habituels ». Dans son étude sur le calcul économique, Weber (2013) formule l'hypothèse que « les individus possèdent une pluralité de systèmes de référence dans lesquels ils incarnent différentes « personnes », jouent des « rôles » distincts, et agissent sur plusieurs « scènes sociales » où les règles de comportement, les objectifs, les contraintes perçues et les rationalités pratiques varient » (p. 409). L'autrice analyse les dispositifs concrets de calcul sans écriture en s'appuyant sur des exemples dans l'économie domestique contemporaine comme la technique des enveloppes :

« Cette pratique des enveloppes, qui fut enseignée dans les écoles ménagères et, au XX^e siècle en France, par l'école primaire, est un exemple remarquable de technique

●
⁹ Selon Weber (2013), ce terme fait référence à l'analyse des cadres de l'expérience faite par Goffman (1991) et aux développements de Callon (1998) sur les différentes formes de *framing*.

matérielle qui remplit un rôle cognitif. Elle n'utilise pas l'écriture, la comptabilité, la mise en liste ni le calcul numérique. Elle travaille directement à partir de la dimension matérielle de la monnaie. C'est une simple technique de rangement qui, en pré-affectant des sommes d'argent [dans des enveloppes distinctes], en effectuant un classement en catégories de dépenses futures [par exemple, la facture d'énergie, l'argent pour la nourriture, le loyer, etc.], permet de toujours savoir où en sont les dépenses et les recettes, permet de « rationaliser » les dépenses tout en les contrôlant au plus juste. Il y a bien une rationalité pratique du comportement de consommation du ménage concerné, sans que cette rationalité passe par l'usage de l'écriture ni du calcul numérique » (Weber, 2013, p. 410).

Selon Zelizer (2007), pendant une grande partie du XXe siècle, l'étude de l'argent est devenue le monopole des économistes. En effet, les autres spécialistes des sciences sociales considéraient l'argent comme une sorte d'intrusion économique - souvent dangereuse - dans la vie sociale. La vision économique dominante impose une conception marchande de l'argent. Celui-ci opère dans sa propre sphère moralement neutre avec des lois autonomes, indépendamment des relations sociales (Zelizer, 2007, p. 1060). Cependant, la valeur monétaire est façonnée par des relations sociales objectives (structure sociale), des classifications cognitives et des significations évocatrices, notamment la culture (Baker et Jimerson, 1992). De plus, la culture et la structure sociale fixent des limites inévitables au processus de monétisation, en introduisant des contrôles et des restrictions profondes sur le flux et la liquidité de l'argent (Zelizer, 1989). D'après Baker et Jimerson (1992), la perspective culturelle se concentre sur les classifications cognitives et les significations évocatrices associées à l'argent et, au niveau micro, elle inclut les valeurs, les attitudes et les croyances des individus qui influencent leur comportement à l'égard de l'argent.

Selon Baker et Jimerson (1992), l'argent, primitif ou moderne, ne peut être compris que dans son contexte. Les sociologues rejettent l'idée que l'économie fonctionne de manière autonome. Dans le monde réel, les acteurs/rices économiques ne sont pas des agents autonomes, libres d'agir, sous-socialisés et atomisés. Bien au contraire, comme l'a affirmé Granovetter (1985), les actions économiques sont intégrées dans la structure sociale (Baker et Jimerson, 1992, p. 679). Cette position sociologique se situe à mi-chemin entre l'économie et l'anthropologie, et permet de traiter l'argent comme une variable indépendante, c'est-à-dire comme une cause de changement social, ou comme une variable dépendante, c'est-à-dire comme une conséquence des relations sociales ou des significations culturelles.

Weber (2013) met en évidence que les opportunités de nouer des relations commerciales sont conditionnées par l'existence de réseaux relationnels, dont le fonctionnement dépasse largement la rationalité économique – c'est-à-dire la recherche de l'intérêt personnel – et repose sur des liens préexistants, qu'ils soient forts ou faibles (Granovetter, 1985). Les économistes négligent fréquemment le contexte culturel et social, et les liens existants précédemment entre les partenaires économiques potentiels dans ces analyses sur l'argent (Zelizer, 2007). C'est ainsi que, les facteurs extra-économiques contraignent et façonnent systématiquement :

- (a) les utilisations de la monnaie, en réservant, par exemple, certaines sommes à des utilisations spécifiques ;
- (b) les utilisateurs de la monnaie, en désignant différentes personnes pour gérer des sommes spécifiques ;
- (c) le système d'allocation de chaque

monnaie particulière ; (d) le contrôle des différentes sommes ; et (e) les sources de la monnaie, en liant différentes sources à des utilisations spécifiques » (Zelizer, 1989, p. 351).

Zelizer (2007) fait remarquer qu'il existe des espaces distincts pour l'activité économique rationnelle et pour les relations personnelles, l'un étant une sphère de calcul et d'efficacité, et l'autre une sphère de sentiment et de solidarité. Le résultat du contact entre ces deux sphères est que la rationalité économique corrompt l'intimité et que les relations intimes mettent en péril l'efficacité exclusivement économique (Zelizer, 2007, p. 1059). En fait, les ménages, les groupes de parents, les réseaux d'ami-es, les quartiers et les organisations ostensiblement non économiques telles que les églises et les associations bénévoles jouent un rôle important dans un large éventail d'activités économiques. Les gens font régulièrement correspondre les formes de transferts monétaires au type de relation qui existe entre les parties. Quant aux pratiques, elles s'appuient sur des symboles, des rituels, des systèmes de comptabilité variés pour marquer les liens sociaux distinctifs (Zelizer, 2007).

Weber (2013) considère que les pratiques de gestion budgétaire des ménages sont le résultat de plusieurs étapes et de plusieurs instances de socialisation économique :

« pratiques familiales, fortement différenciées selon la nature même des revenus disponibles (prestations sociales, salaires irréguliers, salaires réguliers, revenus d'activités indépendantes) ; apprentissages scolaires, eux aussi fortement différenciés selon le type de scolarité suivi ; institutions bancaires, fiscales, et commerciales ; sans oublier le travail de socialisation économique dévolu à certaines professions du travail social, en particulier les conseillères en économie familiale, ou encore la socialisation économique qui intervient à l'occasion d'un travail plus général de socialisation religieuse ou politique » (Weber, 2013, p. 412).

D'après Zelizer (2007), le choix du support ou de l'unité de compte que les gens adoptent, le moment où ils/elles le font et la manière dont ils/elles le font dépendent du type de relations sociales en cause. D'ailleurs, que ce soit le binôme parent-enfant, prêtre-congréganiste, agent-e social/e-bénéficiaire d'une aide, législateur/rice-constituant/e, toutes ces relations impliquent parfois des transactions monétaires, mais chacune d'entre elles nécessite une combinaison très différente de supports et d'unités comptables. Toutes les monnaies sont de ce fait duales, elles servent à la fois des circuits généraux et locaux. Cette dualité s'applique à toutes les transactions économiques. Perçues globalement, les transactions économiques s'inscrivent dans le cadre de vastes institutions nationales et de significations symboliques. Cependant, lorsqu'elles sont analysées en détail, les transactions économiques sont très différenciées, personnalisées et locales, et symbolisent des relations particulières. Il n'y a donc pas de contradiction entre l'uniformité et la diversité. Il s'agit simplement de deux aspects différents de la même transaction (Zelizer, 2007, p. 1065).

Il est important de retenir que les termes « littératie financière », « connaissances financières » et « éducation financière » sont souvent utilisés de manière interchangeable (Remund, 2010 ; Xiao et Porto, 2017), et ont façonné les besoins des initiatives d'éducation financière dans le monde entier (Willis, 2008b, 2011). En outre, les intentions douteuses de l'éducation financière ont suscité de la méfiance par rapport aux interventions (Fernandes, Lynch et al., 2014). Nous tenons à souligner que, de toutes les conceptualisations de la littératie financière, la plus élémentaire fait référence à la capacité de gérer son propre argent.

Quant aux facteurs qui déterminent la littératie financière, les principaux sont : le genre/sexe, l'éducation, le revenu, les investissements du ménage, les connaissances financières, l'attitude financière et le comportement financier (Santini, Ladeira, et al., 2019). En outre, les variables opérationnelles utilisées pour mesurer les connaissances financières sont généralement regroupées en quatre catégories : budgétisation, épargne, emprunt et investissement (Remund, 2010).

Les recherches académiques montrent qu'il existe un manque généralisé de connaissances financières dans de nombreux pays, et que les personnes à faible revenu et peu éduquées sont souvent qualifiées d'« analphabètes financiers ». Cependant, Guérin (2012b) souligne que, bien que certaines personnes en situation de pauvreté puissent rencontrer des difficultés à comprendre les aspects techniques ou à suivre les calculs des produits financiers, cela ne signifie pas qu'elles prennent leurs décisions financières sans aucune logique. En réalité, ces individus disposent de modes de raisonnement, de systèmes de représentation et de critères d'évaluation propres à eux-mêmes, qui sont profondément enracinés dans des contextes sociaux et culturels spécifiques (Guérin, 2012b). Dans le domaine financier, il existe une diversité de rationalités économiques mobilisées par les acteurs/rices selon les circonstances (Weber, 2013). Des perceptions distinctes du temps, des relations sociales et des obligations morales peuvent ainsi conduire à des conceptions très différentes de l'argent, de la dette, des taux d'intérêt, de l'obligation de payer ou de la planification, par rapport aux modes de pensée jugés « normaux » (Guérin, 2012b). Il est essentiel d'examiner de plus près la perception qu'ont les personnes migrantes sans-papiers de l'argent et de l'endettement, car la vulnérabilité sociale est considérée comme un facteur de stress pour cette population, et l'endettement peut également avoir des répercussions sur la santé physique et mentale.

2.2 VULNÉRABILITÉ ET L'ENDETTEMENT

Cette section est divisée en deux parties : (2.2.1) vulnérabilité et (2.2.2) l'endettement et son impact sur la santé. Nous nous intéressons à conceptualiser la vulnérabilité des populations migrantes sans-papiers sur le point de vue juridique et économique et comprendre les conséquences que l'endettement produit sur la santé.

2.2.1 VULNÉRABILITÉ

Concept dérivé des études environnementales, la vulnérabilité s'inscrit dans une approche dynamique qui renvoie les individus à des situations de risque ou d'incertitude quant à leur devenir (Favrat, 2015). La « vulnérabilité » est un concept interdisciplinaire, qui a connu un succès ces dernières années dans tous les domaines des sciences humaines et sociales (Spini, Hanappi, et al., 2013). Sous la perspective des études du parcours de vie, Spini, Bernardi, et al. (2017) envisagent que la « vulnérabilité humaine » renvoie à quatre concepts principaux : ressources, facteurs de stress, résultats et contextes. Selon ces auteurs, la vulnérabilité est conçue comme :

« un manque de ressources dans un ou plusieurs domaines de la vie qui, dans un contexte spécifique, expose les individus ou les groupes à un risque majeur de subir (1) des conséquences négatives liées aux sources de stress, (2) l'incapacité de faire face

efficacement aux facteurs de stress, et (3) l'incapacité de se remettre du facteur de stress ou de tirer parti des opportunités avant une échéance donnée » (Spini, Bernardi, et al., 2017, p.2).

Située à l'intersection de différents domaines et à différents niveaux (individuel, collectif et de groupe), la « vulnérabilité humaine » dépend des expériences et des trajectoires de vie de chaque personne (Spini, Bernardi, et al. 2017). En fait, l'utilisation de l'approche de la vulnérabilité dans le cadre du parcours de vie peut être utile aux études sociologiques pour intégrer différentes perspectives et décrire des processus complexes, systémiques et dynamiques auxquels les individus sont soumis.

La trajectoire de vie des personnes migrantes sans-papiers est jalonnée d'événements qui incarnent les quatre composantes de la vulnérabilité humaine (ressources, facteurs de stress, résultats et contextes). Tout d'abord, l'expérience du déménagement à l'étranger et de la survie dans un pays sans permis de séjour est une source de stress. De plus, en raison de leur absence de permis de séjour, les personnes migrantes sont susceptibles d'accepter des emplois « au noir » généralement dans des conditions de travail précaires (salaires inférieurs et longues heures de travail). Le fait d'être en situation irrégulière dans le pays d'accueil, d'un point de vue juridique, pose aussi des problèmes d'accès au logement (sous-location), aux réseaux de soins médicaux et au marché formel du crédit. Il ne faut pas oublier les difficultés relatives aux questions économiques et financières, telles que l'impossibilité d'ouverture d'un compte bancaire pour les personnes sans permis de séjour et une éventuelle situation d'endettement. Le manque de ressources financières est également un facteur de stress pour les personnes migrantes avec ou sans papiers, compte tenu du coût élevé des loyers à Genève et des primes d'assurance maladie, obligatoires pour toutes les personnes résidant en Suisse, selon la LAMal¹⁰. Ces deux facteurs sont extrêmement contraignants pour les personnes migrantes et peuvent aggraver une situation de vulnérabilité causée par d'autres raisons, selon le Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH) : « la situation qui les a poussés à quitter leur pays d'origine, les circonstances de leur voyage ou les réalités auxquelles elles sont confrontées à leur arrivée, ou en raison de caractéristiques personnelles telles que l'âge, l'identité de genre, la race, le handicap ou l'état de santé » (Nations Unies, 2024).

Selon Refle, Burton-Jeangros, et al. (2024), le marché du logement à Genève est marqué par son extrême cherté et son très faible taux de vacance (inférieur à 1 %). Ainsi, « vivre sans permis de séjour et avec une faible capacité financière n'offre pas d'alternative à la sous-location d'un logement, de qualité souvent insatisfaisante et sans les protections légales apportée par le droit du bail, souvent à un prix élevé » (Refle, Burton-Jeangros, et al., 2024, p. 52). Ces auteurs soulignent que « l'obtention d'un permis de séjour permet de réduire la densité d'occupation et d'améliorer la qualité des logements. La régularisation contribue ainsi à la lutte contre le marché informel du logement, qui engendre un important risque d'abus » (Refle, Burton-Jeangros, et al., 2024, p. 54).

●
¹⁰ La loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal) vise à sécuriser financièrement la population en Suisse en cas de maladie et régler également de nombreux autres secteurs de la santé. Selon cette loi, les personnes résidentes en Suisse doivent appartenir à une assurance-maladie (Office fédéral de la santé publique, 2024).

Les événements/éléments décrits ci-dessus peuvent déclencher des situations de vulnérabilité à un moment donné de la vie d'une personne sans autorisation de séjour. Devant à une situation de vulnérabilité, chaque personne réagit différemment et utilise les ressources qu'elle a acquises tout au long de sa vie, ou qu'elle a encore la possibilité d'acquérir, pour faire face aux facteurs de stress rencontrés dans son parcours migratoire et obtenir des résultats dans le contexte dans lequel elle est insérée.

2.2.2 L'ENDETTEMENT ET SON IMPACT SUR LA SANTÉ

Bien qu'il n'existe pas de définition unique de l'endettement (ou du surendettement), selon Turunen et Hiilamo (2014), une situation d'endettement existe lorsqu'un individu ou un ménage prend du retard dans le remboursement de ses emprunts et ne peut échapper aux conséquences juridiques de ses obligations financières non remplies. L'endettement est également perçu comme l'absence de possibilité de remboursement de la dette en temps voulu, ce qui entraîne une réduction considérable du niveau de vie d'un ménage (Turunen et Hiilamo, 2014). Ces difficultés de remboursement et la réduction du niveau de vie d'une famille, ont un impact plus important sur les personnes ayant des revenus incertains, comme les personnes migrantes sans-papiers. En effet, cette population se trouve généralement déjà dans une situation de vulnérabilité sociale du fait qu'elle n'a pas de statut légal dans le pays d'accueil. Cela les prive d'accès au marché du crédit formel, les obligeant à chercher des solutions alternatives pour emprunter de l'argent, en se tournant vers des membres de leur famille, des ami-es ou des personnes qui exigent un taux d'intérêt plus élevé que celui du marché du crédit formel.

Selon Henchoz, Poggia Mileti, et al. (2020), la littérature sur l'endettement aborde les liens entre l'endettement et la migration selon deux aspects principaux : soit en s'intéressant au financement de la migration par l'endettement, soit en analysant les transferts financiers effectués par les migrant-es du pays d'accueil à leur pays d'origine (rémitances). Les dettes et l'endettement des personnes migrantes font partie des « circuits d'endettement transnationaux » (Henchoz, Poggia Mileti, et al., 2020). Ce concept a été développé sur la base de la socio-économie de la dette (Guérin et Venkatasubramanian, 2022) et des travaux de Zelizer (2006) et Zelizer, Batista, et al. (2014) sur les circuits de commerce et les transferts d'argent. En effet, cette perspective de « circuits d'endettement transnationaux » soutient que les différentes pratiques d'échange économique (principalement les prêts, les dons et les rémitances), ont des fonctions et des significations sociales spécifiques au phénomène migratoire. Ainsi, si l'endettement est une expérience économique, il englobe également diverses expériences morales et sociales liées au parcours migratoire de chaque individu (Henchoz, Poggia Mileti, et al., 2020). Par conséquent, la socio-économie de la dette cherche à explorer la dette comme une transaction matérielle, une relation de pouvoir et une expérience vécue, imprégnée de préoccupations sociales, éthiques et morales (Guérin et Venkatasubramanian, 2022, p. 176).

Du point de vue de la santé, l'endettement et le surendettement peuvent être à l'origine de maladies physiques et mentales. Un problème de santé qui entraîne une interruption ou une réduction du travail par exemple, produit une baisse conséquente des revenus, ce qui affecte l'équilibre financier des individus. Cependant, démêler l'interconnexion étroite entre

la santé et le processus de (sur)endettement, est une tâche ardue et complexe. À l'échelle internationale, Balmer, Pleasence, et al. (2006) ont étudié les prédicteurs sociaux et démographiques des problèmes d'endettement et leur relation avec la santé, la maladie et le handicap. Une situation d'endettement mal gérée amène une source de stress mental. En plus, les dettes confrontent les individus à leur incapacité à payer leurs mensualités ou à rembourser les sommes empruntées, tout en faisant face à une pression parfois intense de la part des créanciers/ères (Balmer, Pleasence, et al., 2006).

D'après Henchoz et Coste (2016), le stress que l'endettement produit est associé à divers problèmes psychosomatiques ayant des répercussions sur la santé physique, notamment maux de tête, douleurs d'estomac, insomnie, perte d'appétit, anxiété, dépression et même pensées suicidaires. Les répercussions d'une situation d'endettement sur la santé ne se limitent pas à la personne endettée, mais affectent également tout le foyer. Cela, peut engendrer des problèmes dans les relations conjugales, familiales ou professionnelles, accentuant ainsi le stress éprouvé (Jacoby, 2002). En effet, les familles à faible revenu, celles ayant des personnes économiquement dépendantes à leur charge, ainsi que les minorités ethniques, sont particulièrement plus susceptibles d'être affectées par le stress que d'autres populations (Turunen et Hiilamo, 2014).

En Suisse, selon Henchoz, Poglia Mileti, et al. (2020), les informations fournies par l'Office fédéral de la statistique (OFS) montrent que le taux d'endettement des foyers occupés par des étrangers/ères est plus élevé que celui des ménages suisses. Les statistiques de l'année 2020 montrent que 39,8% des suisses/esses vivaient dans un ménage avec au moins un type de dette¹¹, alors que pour les étrangers/ères le pourcentage était de 52% (Office fédéral de la statistique, 2022). Il faut toutefois souligner que les dettes informelles ne sont pas comptabilisées dans ces statistiques officielles, surtout celles des personnes migrantes sans-papiers, qui sont notamment privées de l'accès au marché formel de crédit.

Entre 2017 et 2022, l'étude Parchemin a suivi des personnes migrantes sans-papier pendant leur processus de régularisation. Les données produites pour cette recherche ont fourni des informations sur le pourcentage d'endettement des migrant-es qui ont participé à l'étude. Les informations ont été collectées à quatre moments différents (2017-2018, 2018-2019, 2020-2021 et 2021-2022) et indiquent une augmentation du taux d'endettement des migrant-es sans-papiers après la régularisation. La dernière vague de collecte de données (2021-2022) montre que les travailleurs/euses ayant obtenu un permis de séjour sont tout aussi endetté-es que les personnes sans-papiers (Refle, Burton-Jeangros, et al., 2024). Nous constatons cependant que, d'une part, l'étude de Refle, Burton-Jeangros, et al. (2024) aborde la question de l'endettement des personnes migrantes sans-papiers sur la base des données brutes collectées, sans préciser quel type d'endettement est analysé, ni si la compréhension de l'endettement est la même parmi les personnes étudiées. En revanche, cette recherche souligne que la baisse du taux d'endettement des personnes restant sans papiers, est révélatrice du processus de sélection économique qui ne permet qu'aux personnes ayant une

●
¹¹ La mesure d'endettement de l'Office fédéral de la statistique inclut : leasing pour véhicules, petit crédit/crédit à la consommation, achat par acompte, dette auprès de la famille ou ami-es ne vivant pas dans le ménage, hypothèque hors résidence principale, arriéré de paiement, compte à découvert ou impayé sur cartes de crédit (Office Fédéral de la Statistique, 2022).

capacité économique minimale et stable de rester en Suisse (Refle, Burton-Jeangros, et al., 2024).

Envisager l'endettement comme une expérience économique, morale et sociale, change la ligne de pensée dominante soutenue principalement par l'OECD/OCDE, qui associe souvent l'endettement et le surendettement à un manque de connaissances et de compétences financières chez les personnes à faible revenu (Henchoz, Poggia Miletì, et al., 2020). Selon cette perspective dominante, le manque de compétences économiques et cognitives, telles que la capacité à calculer, budgétiser, prévoir et épargner, est considéré comme l'une des principales raisons des problèmes financiers des populations endettées.

3. PROBLÉMATIQUE ET CADRE THÉORIQUE

Les humains sont poussés à se déplacer vers un autre endroit pour différentes raisons. Généralement, les personnes qui migrent vers un nouveau pays cherchent une amélioration de leurs conditions de vie, surtout en ce qui concerne la situation financière. Cependant, l'absence de statut légal dans le pays d'accueil place les personnes migrantes sans-papiers, avant tout, dans une situation de vulnérabilité juridique. Par conséquent, le stress causé par la peur de l'expulsion et les besoins financiers de survie font que les personnes migrantes sans-papiers sont susceptibles d'accepter des emplois « au noir ». Ceux-ci se déroulent souvent dans des conditions de travail précaires, notamment en travaillant de longues heures et en recevant des salaires plus bas. Le fait d'être en « situation irrégulière » dans le pays d'accueil pose également des problèmes d'accès au logement (sous-location), aux réseaux de soins médicaux, aux comptes bancaires et, par conséquent, au marché du crédit formel. De plus, les risques d'endettement sont associés à divers problèmes psychosomatiques qui se répercutent sur la santé physique : maux de tête, maux d'estomac, insomnie, perte d'appétit, anxiété, dépression et même pensées suicidaires (Henchoz et Coste, 2016).

Le manque de ressources financières est un facteur de stress pour les personnes migrantes sans-papiers, compte tenu du coût élevé des loyers à Genève, des primes d'assurance maladie, qui sont obligatoires pour tous les résident-es suisses, des dépenses courantes telles que la nourriture, et du montant des salaires perçus. Équilibrer le budget dans un pays à coûts élevés comme la Suisse n'est pas une tâche facile, surtout si nous considérons les facteurs de stress susmentionnés, auxquels les personnes migrantes sans-papiers sont confrontées, qui vont bien au-delà des aspects exclusivement économiques. C'est pourquoi les questions financières, c'est-à-dire le rapport d'une personne à l'argent et aux dettes, constituent un point sensible dans une perspective budgétaire et peuvent même conditionner le séjour des personnes migrantes sans-papiers dans le pays d'accueil.

Les perceptions du temps, des relations avec les autres et des obligations morales ne sont pas nécessairement les mêmes partout (Guérin, 2012b). Des raisonnements différents par rapport à ces trois éléments peuvent ainsi conduire à des perceptions radicalement différentes de l'argent, de l'endettement, de l'obligation de payer les factures et de la planification des dépenses. Notre objectif est donc de comprendre la gestion du budget et la logique qui sous-tend les décisions financières des migrant-es brésilien-n-es. Dans ce cas, nous voulons saisir les significations qu'ils/elles attribuent à l'argent et à la dette, et la question qui a guidé notre recherche était la suivante : **Quelles significations les migrant-es brésilien-n-es du canton de Genève accordent-ils/elles à l'argent et à la dette ?**¹²

Pour répondre à notre question de recherche nous nous appuyerons sur l'anthropologie économique (Guérin, 2012a, 2012b ; Weber, 2013), qui propose une analyse critique de l'éducation financière, rejetant le postulat central des promoteurs de ce type d'action, selon lequel les pauvres, y compris les personnes migrantes sans-papiers, sont financièrement

¹² Notre intention initiale était également d'étudier les perceptions des initiatives d'éducation financière. Cependant, la question de l'enquête a été adaptée car aucune des personnes interrogées n'avait participé auparavant à des initiatives d'éducation financière, que ce soit au Brésil ou en Suisse.

analphabètes. Bien que certaines personnes pauvres puissent en effet expérimenter des difficultés à comprendre les aspects techniques ou à suivre les calculs matériels des certains produits financiers, cela ne signifie pas qu'elles prennent des décisions financières à l'aveugle. Ces personnes ont des modes de raisonnement, des systèmes de représentation et des critères d'évaluation qui sont spécifiques et ancrés dans des contextes sociaux, culturels et politiques particuliers (Guérin, 2012b). Weber (2013) nous alerte sur le fait que les systèmes de calcul sont le résultat d'un long processus de négociation, au cours duquel les relations de pouvoir ont été consolidées dans des institutions et des objets. Les concepts généralement considérés comme ayant une portée universelle sont en fait arbitraires et reflètent une vision particulière du monde.

Pour bien décrire ce que font les personnes observées, il est essentiel de restituer les significations qu'elles attribuent à leurs actions (Geertz, 1998). Cette exigence de restituer les catégories de pensée indigènes correspond à la tradition webérienne d'une sociologie qui s'intéresse à la fois à ce que pensent les acteurs/rices, à ce qu'ils/elles font et à ce qu'ils/elles sont (Weber, 2013, p. 407). Par conséquent, la sociologie nous aidera à mettre en lumière la valeur monétaire qui est façonnée par des relations sociales objectives (structure sociale), des classifications cognitives et des significations évocatrices, notamment la culture (Baker et Jimerson, 1992). D'après Baker et Jimerson (1992), la perspective culturelle se concentre sur les classifications cognitives et les significations évocatrices associées à l'argent et, au niveau micro, elle inclut les valeurs, les attitudes et les croyances des individus qui influencent leur comportement à l'égard de l'argent. Weber (2013) met en évidence que les opportunités de nouer des relations commerciales sont conditionnées par l'existence de réseaux relationnels, dont le fonctionnement dépasse largement la rationalité économique et repose sur des liens préexistants, qu'ils soient forts ou faibles (Granovetter, 1985).

L'utilisation de l'approche de la vulnérabilité (Spini, Bernardi, et al., 2017) est composée de quatre concepts principaux : ressources, facteurs de stress, résultats et contextes. Elle est utile pour intégrer différentes perspectives et décrire des processus complexes, systémiques et dynamiques auxquels les individus sont soumis, comme la migration transnationale. En outre, nous soulignons que la trajectoire de vie des personnes migrantes sans-papiers est jalonnée d'événements qui incarnent les quatre composantes de la vulnérabilité humaine (ressources, facteurs de stress, résultats et contextes). De même que Henchoz, Poglia Mileti, et al. (2020), nous considérons l'endettement comme une expérience économique, morale et sociale. Cela modifie la perspective dominante soutenue par l'OECD/OCDE, qui associe souvent l'endettement et le surendettement à un manque de connaissances et de compétences financières chez les personnes à faible revenu. Selon cette vision dominante, le manque de compétences économiques et cognitives (par exemple, la capacité à calculer, budgétiser, prévoir et épargner), est perçu comme l'une des principales causes des problèmes financiers chez les populations endettées.

4. MÉTHODOLOGIE

L'objectif de notre recherche était de révéler les significations attribués à l'argent et à la dette, dans le contexte de travaux portant sur la littératie financière. À cette fin, la méthodologie de recherche que nous avons utilisée comportait trois phases : le recrutement et la sélection des participant-es, la collecte et l'analyse de données. Ces trois phases ont impliqué une séquence d'activités différentes, qui n'ont pas nécessairement été menées de manière linéaire et qui se sont parfois chevauchées. Cette approche déductive et inductive était inspirée par l'analyse de la théorie ancrée (Paillé, 1994) et a été réalisée auprès de membres de la communauté brésilienne vivant dans le canton de Genève.

4.1 MISE EN RELATION

D'après la Confédération Suisse (2020), la notion de « sans-papiers » est apparue dans les années 1970, dans le cadre des premiers mouvements sociaux en France, et s'est imposée aujourd'hui dans le champ scientifique et politique. Le terme « sans-papiers » est une notion politique non définie de manière précise dans le cadre juridique national ou international, et utilisée dans un grand nombre de situations différentes (Confédération Suisse, 2020). En effet, l'expression « sans-papiers » ne signifie pas que ces personnes migrantes ne possèdent pas de passeport ou de documents de voyage valides, mais seulement qu'elles ne bénéficient pas ou plus d'une autorisation de séjour ou d'un droit de présence valable en Suisse. Le Secrétariat d'État aux migrations (SEM) estime que le nombre de personnes migrantes sans-papiers séjournant dans la Suisse varie entre 58 000 et 105 000. Selon Morlok, Oswald, et al. (2015), la meilleure estimation est celle de 76 000 migrant-es sans-papiers pour tout le pays. Les ressortissant-es de pays d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud constituent le plus grand groupe de sans-papiers vivant en Suisse (42 %), suivis des résident-es de pays d'Europe (États autres que l'Union Européenne (UE) et l'Association européenne de libre-échange (AELE) – 24 %), d'Afrique (19 %) et d'Asie (11 %). En Suisse, les personnes migrantes sans-papiers occupent surtout des emplois dans les branches de l'hôtellerie, de la restauration, du bâtiment, de l'agriculture, des soins de santé et à la personne et de l'économie domestique (Confédération Suisse, 2020). Selon Ferro-Luzzi, Refle, et al. (2023), le profil type des migrant-es sans-papiers de longue durée à Genève est celui d'une femme d'une quarantaine d'années, originaire d'Amérique latine, ayant un niveau d'éducation secondaire et travaillant dans le secteur de l'économie domestique. En ce qui concerne les revenus, les personnes migrantes sans-papiers perçoivent en moyenne un revenu net de 1 800 francs suisses par mois (Ferro-Luzzi, Refle, et al., 2023).

4.2 RECRUTEMENT

Nous avons défini les caractéristiques du groupe cible de notre recherche avant de commencer le travail de terrain. Le profil recherché était celui des migrant-es (hommes ou femmes) ayant leur résidence permanente dans le canton de Genève et arrivé-es en Suisse entre 2008 et 2018. Nous avons choisi cette période car elle couvrait 10 ans, de la crise financière de 2008 aux États-Unis ; où les publications sur la littératie et l'éducation

financières ont commencé à se multiplier ; à 2018, dernière année avant la pandémie de COVID-19. Les migrant-es devaient être âgé-es de 25 à 65 ans et avoir participé à au moins une initiative d'éducation financière organisée par l'association partenaire entre 2018 et 2023. Dès le départ, nous avons prévu d'interroger des migrant-es parlant au moins l'une des langues suivantes : le français, l'anglais, l'espagnol ou le portugais. Le choix de ces langues avait pour but de donner aux personnes plus de possibilités de s'exprimer lors de l'entretien, de faciliter le contact avec le chercheur et d'augmenter les chances de recruter des participant-es selon les critères définis, puisque ces quatre langues sont familières au chercheur.

Pour recruter des personnes correspondant au profil défini, nous avons contacté une association, ayant une longue tradition en Suisse de travail avec les migrant-es sans-papiers. Elle leur fournit également un soutien matériel (paniers alimentaires appelés « colis du cœur »), ainsi qu'un support juridique et financier par le biais d'activités d'éducation financière dans le cadre du programme cantonal de lutte contre le surendettement¹³. Nous espérons que cette association contribuerait à recruter des personnes migrantes sans-papiers ayant participé à au moins une activité d'éducation financière promue par l'association. Des *flyers* numériques invitant les personnes à participer à la recherche ont été envoyés à cette association, toutefois personne ne nous a contactés par ce biais.

Les personnes participant à notre enquête ont été recrutées avec l'aide d'une *gatekeeper*. Notre décision de recruter le groupe cible avec l'aide d'une personne travaillant dans une association d'aide aux personnes migrantes sans-papiers est justifiée par les raisons suivantes. La *gatekeeper* nous a en effet permis d'avoir un accès plus rapide à cette population, étant donné leur « situation irrégulière » dans le pays d'accueil, et d'accroître les chances de recruter des participant-es. Nous avons rencontré notre *gatekeeper* en février 2024, à l'issue d'une séance d'information sur les critères de l'Opération Papyrus, que cette association avait organisée au consulat du Brésil à Genève. Des femmes et des hommes d'âges divers participent à ces séances d'information qui ont lieu une fois par mois et sont destinées aux migrant-es brésilien-n-es. La plupart des personnes migrantes sans-papiers qui s'informent au consulat brésilien vivent en Suisse depuis plusieurs années.

Compte tenu de la difficulté de trouver des personnes migrantes sans-papiers ayant participé à au moins une initiative d'éducation financière durant la période entre 2008 et 2018, nous avons décidé de rendre les critères plus flexibles en termes de statut légal (régularisé ou non), de participation ou non à des initiatives d'éducation financière et de durée de séjour en Suisse. Cette flexibilité a permis à la *gatekeeper* d'établir un premier contact avec un plus grand nombre de participant-es potentiel-l-es et de s'assurer de leur intérêt à participer à notre recherche. Seize personnes ont été contactées par la *gatekeeper* à travers l'application *WhatsApp* pour manifester leur intérêt à participer à l'étude et, finalement, nous avons interrogé 12 personnes.

Les participant-es ont été contacté-es via l'application *WhatsApp*. Une fois que la *gatekeeper* nous a communiqué les coordonnées des personnes souhaitant participer à l'étude, nous leur avons envoyé un message expliquant l'objectif de l'étude, confirmant leur intérêt à y

●
¹³ L'adresse électronique du programme : <http://www.stop-surendettement.ch/> -

participer et fixant une date pour l'entretien. Le choix du lieu de l'entretien a été déterminé par les personnes interrogées et les entretiens ont eu lieu à Uni Mail, au domicile du chercheur ou au domicile des enquêtés-es.

4.3 RÉCOLTE DE DONNÉES

Les données ont été collectées entre mars et avril 2024. Les 12 entretiens semi-directifs ont été réalisés en portugais et enregistrés à l'aide d'un magnétophone mis à disposition par le secrétariat du Département de sociologie de l'Université de Genève (UNIGE). À la fin de chaque interview, les participant-es ont répondu à un bref questionnaire imprimé basé sur l'étude réalisée par Henchoz, Coste, et al. (2019) en Suisse, dont l'objectif était de découvrir les attitudes cognitives et comportementales des jeunes face à l'argent. Ces questions ont permis de trianguler les données récoltées lors des entretiens et d'analyser la valeur attribuée à l'argent de manière plus quantitative.

La première question posée dans le questionnaire de fin est la suivante :

Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec les phrases suivantes :

- a) Pour moi, l'argent est un moyen d'atteindre des objectifs ()
- b) Pour moi, l'argent est un moyen d'obtenir du prestige, de la reconnaissance sociale ()
- c) Pour moi, l'argent est la liberté de faire ce que vous voulez ()
- d) Pour moi, l'argent est un moyen d'obtenir du pouvoir ()
- e) Pour moi, l'argent est un moyen de se faire des amis ()
- f) Pour moi, l'argent est quelque chose que je suis prêt à obtenir par tous les moyens possibles ()

Choisir : (1) pas du tout d'accord ; (2) pas d'accord ; (3) ni d'accord ni pas d'accord ; (4) d'accord ; (5) tout à fait d'accord.

Chacun des choix de réponse à cette première question (« a », « b », « c », « d », « e », « f ») correspond à un type de composante cognitive : a) *un moyen d'atteindre des objectifs (réussite)*, b) *un moyen d'obtenir du prestige, de la reconnaissance sociale (statut et respect)*, c) *la liberté de faire ce que vous voulez (liberté)*, d) *un moyen d'obtenir du pouvoir (pouvoir)*, e) *un moyen de se faire des amis (facilitateur social)*, f) *quelque chose que je suis prêt à obtenir par tous les moyens possibles (une fin en soi)*.

La deuxième question posée dans le questionnaire de fin est la suivante :

Pendant votre enfance et votre adolescence, vos parents vous ont-ils parlé ou enseigné les choses suivantes ?

- a) Il faut utiliser l'argent pour se faire plaisir ()
- b) Il faut mettre de l'argent de côté ()
- c) Il ne faut pas dépenser plus d'argent qu'on n'en a ()
- d) Il ne faut jamais avoir de dettes ()

Choisir : (1) jamais ; (2) rarement ; (3) parfois ; (4) souvent ; (5) très souvent.

Les participant-es ont été invité-es à évaluer la fréquence à laquelle, durant leur enfance et leur adolescence, leurs parents leur ont parlé ou appris chacun des quatre comportements liés à l'argent : a) *utiliser l'argent pour se faire plaisir (hédoniste)*, b) *mettre de l'argent de côté (d'épargne)*, c) *pas dépenser plus d'argent qu'on n'en a (équilibré - maintenir un budget équilibré)*, d) *jamais avoir de dettes (solvabilité - ne pas avoir de dettes)*.

Les entretiens individuels ont suivi un guide dont les questions ont été proposées par le chercheur et validées par la directrice du mémoire. Les questions posées aux participant-es, portaient sur la gestion du budget, les transferts d'argent, l'endettement, la littératie financière et l'éducation financière. Toutes les questions n'ont pas été posées dans l'ordre initialement prévu et la [grille d'entretien](#) utilisée est présentée à l'Annexe 2. En outre, certaines questions concernant le lieu de conservation de l'argent et l'ouverture d'un compte bancaire en Suisse ont été ajoutées après les premiers entretiens, car nous nous sommes rendu compte que le lieu de conservation de l'argent semblait être un sujet sensible pour les participant-es.

Au début de la rencontre avec les participant-es, nous avons suivi le même protocole pour chaque entretien : explication de l'objectif de la recherche, confirmation de la participation volontaire à la recherche, présentation et signature du formulaire de consentement et d'utilisation des données par le chercheur, enregistrement de l'entretien et remplissage du questionnaire à la fin de l'entretien. Avant d'enregistrer l'entretien, nous avons précisé aux participant-es qu'ils/elles avaient le droit de ne pas répondre à toutes les questions s'ils/elles se sentaient mal à l'aise, sans avoir à expliquer les raisons de leur refus. Lors de la transcription des entretiens, les données personnelles collectées ont été anonymisées afin de ne pas identifier les participant-es. Nous avons utilisé des pseudonymes pour remplacer les prénoms des personnes interrogées. Les données transcrites ont été stockées en ligne dans les fichiers « One.Drive » de l'UNIGE, créés spécifiquement pour stocker les données de cette recherche. Seuls le chercheur et la directrice de mémoire ont accès à ces données, qui seront détruites après la soutenance orale du mémoire.

4.4 ANALYSE DE DONNÉES

Les données ont été analysées de manière itérative et inductive (Gaudet et Robert, 2018), à l'aide de notes dans le journal de bord du chercheur, prises après les entretiens, et à partir des transcriptions et traductions. Les entretiens ont d'abord été transcrits en portugais sur un document Word, puis traduits en français, selon le protocole défini par la directrice du mémoire. Nous avons combiné l'analyse verticale de chaque source avec l'analyse horizontale, comparant les données dans leur ensemble. La réflexivité a été présente à toutes les étapes de la recherche, de la planification des entretiens à l'analyse des informations, notamment dans les comparaisons entre les cas trouvés. Les notes d'observation des entretiens nous ont permis de catégoriser les principaux thèmes avant de coder les données. Le codage des entretiens a été effectué à l'aide de l'outil Atlas.ti, en suivant les lignes directrices de Paillé (1994) sur les étapes de l'analyse par théorisation ancrée, à savoir : i) coder ; ii) catégoriser ; iii) relier ; iv) intégrer ; v) modéliser ; vi) théoriser.

Notre question de recherche : **Quelles significations les migrant-es brésilien-n-es du canton de Genève accordent-ils/elles à l'argent et à la dette ?** a été la boussole qui nous a guidée tout au long de notre travail sur le terrain. L'analyse des données nous a permis d'identifier trois thèmes principaux : i) **la valeur attribuée à l'argent** ; ii) **l'endettement** ; iii) **la littératie financière**. Les autres thèmes – la gestion du budget, l'épargne, les transferts d'argent (remittances) et les investissements – ont été identifiés dans le cadre de dialogues avec les participant-es et ont également été examinés sous l'angle de la littératie financière, de la vulnérabilité et des expériences partagées.

4.5 ENJEUX ÉTHIQUES ET RÉFLEXIVITÉ

En ce qui concerne le chercheur, cette recherche l'a obligé à adopter une posture réflexive consciente à chaque étape de l'étude. Tout d'abord, parce que son intérêt pour l'éducation et la littératie financière, est lié à son histoire personnelle en tant qu'employé de banque. Au Brésil, il a travaillé pendant 15 ans comme banquier dans une banque publique avant de prendre un congé et s'installer en Suisse. Dans cette banque, le chercheur a travaillé dans divers secteurs et occupé différents postes, en allant de celui d'employé d'agence en contact direct avec les client-es jusqu'à celui de coordinateur de projet au niveau national. De plus, lors de la pandémie de COVID-19, il a travaillé sur deux projets majeurs qui ont éveillé son intérêt pour l'éducation et la littératie financière. Le premier était la promotion d'ateliers d'éducation financière en ligne pour les femmes socialement vulnérables, anciennes victimes de violence domestique. Ce projet, mis en œuvre en partenariat avec le ministère brésilien des affaires féminines, lui a appris à quel point les questions financières et budgétaires peuvent être importantes dans la vie des personnes vivant dans des conditions sociales vulnérables. Le deuxième projet d'éducation financière qu'il a coordonné était la stratégie d'inclusion financière pour la population brésilienne, qui a reçu des prestations financières d'urgence pendant la pandémie de COVID-19. Grâce à cette initiative, plus de 65 millions de citoyens ont été intégrés numériquement dans le système financier brésilien. Son défi à l'époque était double : l'inclusion financière numérique d'une énorme population et, en même temps, l'éducation financière dans un environnement incertain.

Les expériences professionnelles vécues par le chercheur au cours de sa carrière bancaire l'ont formé en tant qu'éducateur financier et ont été utilisées dans certains entretiens, en particulier lorsqu'une personne interrogée décrivait son comportement en termes de disposition à prendre des risques et de désir d'investir dans le marché boursier. Dans ce cas, au cours de la discussion avec la personne interrogée, il y a eu un échange indirect de connaissances financières qui n'avait pas été planifié, mais qui s'est produit dans le flux de l'entretien. Cela a obligé le chercheur à s'adapter pour assurer la continuité de l'entretien et à faire preuve d'empathie à l'égard de la personne interrogée, parce qu'il s'agissait d'un sujet relevant de son domaine d'expertise. Par conséquent, une proximité naturelle s'est établie avec son interlocuteur. D'un autre côté, il a fallu au chercheur plus d'attention aux incitations que son point de vue d'employé de banque pourrait provoquer dans la dynamique de l'entretien.

Les entretiens ont constitué un autre défi. Mener un entretien en langue maternelle facilite l'interaction et la compréhension de ce qui n'est pas dit, en d'autres termes, la

communication non verbale. Il est ainsi plus facile de comprendre le contexte dans lequel vivent les personnes interrogées, puisque l'intervieweur et la personne interrogée partagent la même culture d'origine. En revanche, traduire les entretiens en français et vérifier que les traductions représentent fidèlement le dialogue qui s'est déroulé pendant l'entretien demande du temps et de l'attention, ce qui accroît la complexité de la recherche. Il faut non seulement comprendre ce qui a été dit, mais aussi savoir comment traduire le message dans un autre contexte culturel. Le chercheur doit donc redoubler d'attention. C'est pourquoi la transcription, la traduction et la vérification des informations ont pris plus de temps qu'une transcription directe dans la langue maternelle du chercheur. Cependant, ce long processus lui a permis de se familiariser avec chaque discussion, de présélectionner des extraits pouvant être liés au cadre théorique et d'identifier des thèmes communs entre les entretiens. Ensuite, au fur et à mesure des analyses, il a pu approfondir le domaine de l'éducation et de la littératie financière et aiguïser sa réflexivité et sa conscience sociologique.

Il faut souligner que l'existence d'un lien professionnel entre le chercheur et une institution financière, puisque celui-ci a pris congé de ses activités à la banque pour vivre en Suisse, a un double tranchant. D'une part, elle rapproche le sociologue de l'objet de recherche, ce qui facilite la compréhension de certains phénomènes liés à l'éducation et à la littératie financière. D'autre part, elle nécessite une attention particulière pour maintenir une distance avec l'objet d'étude et une impartialité dans l'analyse du phénomène social étudié. Le chercheur tient à souligner qu'entre novembre 2020, date à laquelle il a quitté le Brésil, et août 2024, date à laquelle il rédige ces lignes, plus de trois ans se sont écoulés. C'est donc en prenant de la distance par rapport au temps, à l'espace et à ses anciennes activités professionnelles, qu'il a pu développer l'impartialité et l'autonomie intellectuelle nécessaires à un sociologue pour mener à bien une recherche académique.

5. RÉSULTATS

Pour cette recherche, douze personnes migrantes de la communauté brésilienne vivant dans le canton de Genève ont été interrogées entre le 20 mars et le 30 avril 2024. Le [Tableau 1](#) ci-dessous regroupe les principales informations sociodémographiques des participant-es.

Tableau 1 : Caractéristiques sociodémographiques

Âge	Quantité
jusqu'à 49 ans	7
50 ans en plus	5
Sexe	
féminin	11
masculin	1
Éducation	
école primaire	1
école secondaire	7
technique/université/spécialisation	4
État civil	
célibataire	6
marié-e	3
séparé-e/divorcé-e	3
Date d'arrivée en Suisse	
avant 2010	6
après 2010	6
Revenu mensuel (CHF)	
jusqu'à 3.000	8
3.001 et plus	4
Logement	
conjoint-e/partenaire	5
fil(s)/fil(le)	3
ex-partenaire	1
ami-es/chambre louée/autre personne	3
Permis de séjour	
oui	4
non	8

La majorité des personnes interrogées sont des femmes et un peu plus de la moitié des enquêté-es avait moins de 49 ans. Deux vagues caractérisent la période d'arrivée des participant-es en Suisse, avant 2010 et après. La moitié de personnes interrogées était célibataire au moment de la récolte de données et 6 personnes avaient étudié jusqu'au niveau secondaire d'école obligatoire au Brésil. Quatre personnes avaient un permis de séjour au moment de l'entretien et huit n'en avaient pas. Toutes les personnes enquêtées travaillaient, soit à plein temps, soit à temps partiel. Huit personnes avaient un revenu mensuel inférieur ou

égal à 3.000 francs suisses. En termes de logement, 5 personnes vivaient avec leur conjoint-e ou partenaire.

En termes de statut d'emploi, certaines personnes sont déclarées aux assurances sociales et d'autres travaillent encore « au noir ». Toutes les personnes participant à notre étude ont accès au système de santé suisse, soit par le biais des consultations médicales de la CAMSCO - Consultation ambulatoire mobile de soins communautaires, soit par le biais de l'assurance maladie payée par les participant-es qui ont un permis de séjour.

5.1 LA VALEUR DONNÉE À L'ARGENT

Parler d'argent, c'est révéler une problématique dont la dimension concrète produit un impact sur notre vie quotidienne, conditionnant dans une certaine mesure nos chances de réussite, et, d'autre part, des enjeux comportementaux et cognitifs (Henchoz, Coste, et al, 2019) ainsi que des perceptions variées et différentes formes de raisonnement (Weber, 2013). Notre souci de traiter au mieux cette question était présent dès la planification du guide d'entretien. Les suggestions de notre directrice et la réflexion sur la sensibilité du sujet nous ont permis de créer un pont et d'entrer dans l'imaginaire des participant-es à propos de la Suisse ou des suisses/esses, et de la question financière. Après s'être brièvement présentés, les participant-es ont été invité-es à partager leur image de la Suisse en lien avec l'argent.

En règle générale, les participant-es ont une très bonne image de la Suisse et des suisses/esses en ce qui concerne l'argent. Ils/elles ont évoqué le niveau de développement du pays d'une part et le « comportement froid » des suisses/esses d'autre part, comme le montrent les réflexions de Maria :

« Quand je suis arrivée ici en Suisse, je ne savais rien (...) Je savais dire « bonjour », rien d'autre. Mais je le vois pour le développement du pays (...) Un pays bien développé. Mais cela a un inconvénient : ils sont très froids » (Maria, 41 ans).

Pour Roberta, la Suisse représente un éventail d'opportunités, la valorisation, la reconnaissance et la qualité de vie :

« Eh bien, quand je pense à la Suisse pour la vie financière, je vois un éventail d'opportunités (...) notre travail est valorisé. Les heures sont bien rémunérées (...) Et il y a des possibilités (...) Pratiquement tout le monde a une qualité de vie, peut bien manger » (Roberta, 39 ans).

Le lien entre argent et capitalisme ressort de la pensée de Marta, 41 ans. Pour elle, la Suisse « *c'est le capitalisme, comme on dit, n'est-ce pas ? Ici, c'est comme ils disent, « l'argent a une bonne valeur ici »*. Les conditions de survie, que l'argent fournit, sont un point important mentionné par Vania :

« Ecoutez, pour moi, je sais toujours que je vis mieux ici [en Suisse] (...) Parce que les conditions sont bien meilleures. Parce qu'ici, nous savons déjà que nous sommes dans un pays du premier monde. Alors on vit beaucoup mieux. Beaucoup mieux. Dans tous les sens du terme. Dans le logement, dans la sécurité, en particulier dans l'alimentation. Voilà » (Vania, 58 ans).

En plus de la qualité de vie, l'image de la Suisse et l'argent est associé également à « *la discipline. La première chose est la discipline, vous devez avoir de la discipline. L'engagement. Votre parole. (...) En Suisse, l'argent n'est pas facile à gagner. Si vous intégrez la discipline ici, vous pouvez survivre et c'est bien. Vous avez une qualité de vie ici* ». Cette perception d'Elisabete exprime un type de raisonnement (Guérin, 2012a, Guérin 2012b) ancré dans le contexte de son histoire personnelle d'endettement en Suisse. Elle traite aussi de la discipline qu'elle a acquise avec une travailleuse sociale qui l'a aidée à surmonter une période de manque de contrôle financier.

Comme le montrent les extraits ci-dessus, la valeur que les gens accordent à l'argent varie en fonction de leurs expériences personnelles en différentes « scènes sociales ». Selon Weber (2013), une scène sociale est un cadre, à la fois matériel, cognitif et moral qui donne une signification aux interactions qui s'y déroulent et qui fixe des règles de comportement.

Au-delà de la relation « Suisse et l'argent » dans l'imaginaire des participant-es, l'argent est également associé au temps. Marta a mentionné le fait de savoir gérer les heures de travail comme une importante compétence lorsqu'elle pense qu'en Suisse, de la même façon qu'au Brésil, « le temps, c'est de l'argent ».

« Au Brésil, on dit que « le temps, c'est de l'argent ». Donc, ici en Suisse, c'est vraiment de l'argent ! Donc si je reste ici 10 ou 15 minutes, c'est de l'argent ! J'ai donc vu mon patron jouer là-bas pendant son temps libre (...) Gagnant. Alors pourquoi est-ce que je vais rester assise ici à travailler 10 ou 15 minutes sans gagner d'argent ? Ça n'a pas de sens » (Marta, 41 ans).

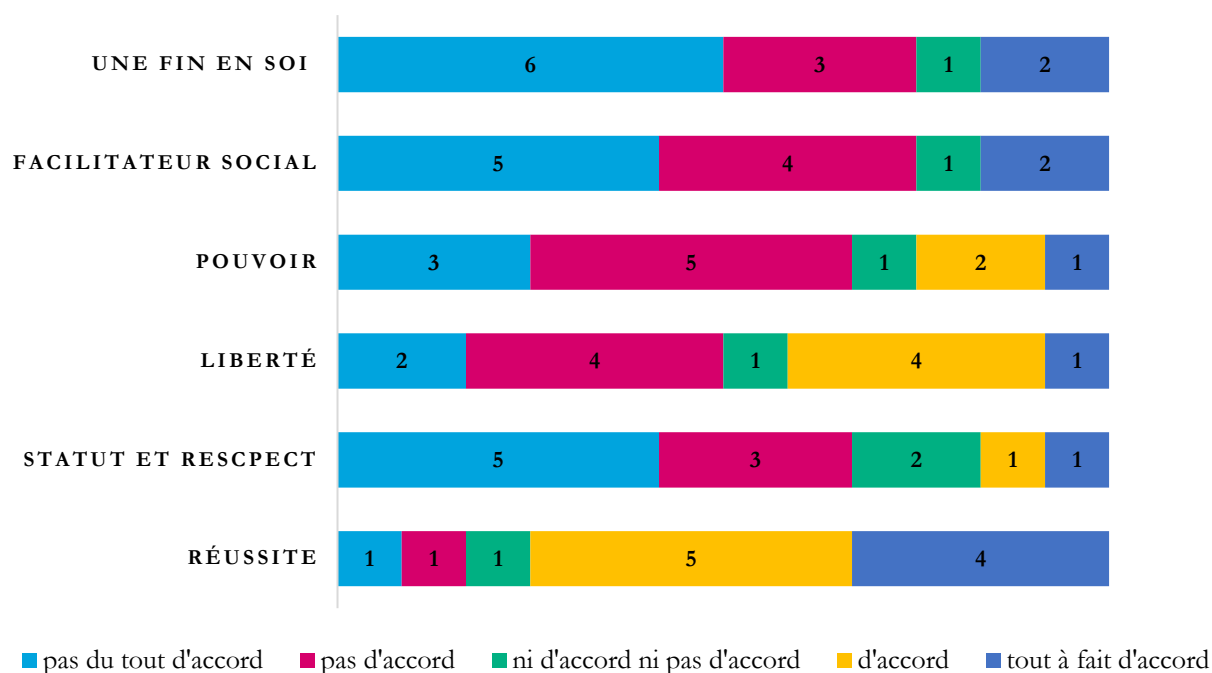
Ce mode de raisonnement, qu'associe « le temps à l'argent », est également reconnu dans les déclarations d'Elisabete, qui travaille dans une école, comme femme de ménage dans une pharmacie et également comme nounou pour une agence de placement. Elle utilise le temps dont elle et son mari disposent pour nettoyer la pharmacie à deux et en moins de temps, alors qu'un seul des deux est payé pour le service, et pour optimiser la relation entre « le temps et l'argent » :

« Comme il s'agit d'un couple, l'argent va au même endroit ; (...) nous avons (...) commencé à nettoyer une pharmacie. Il y avait une patronne qui (...) m'a demandé de faire un remplacement dans la pharmacie dont elle est la gérante (...) et maintenant nous faisons la pharmacie, qui est en fin de journée. Mais comme j'ai la clé, ce sont des endroits où je peux aller quand il n'y a personne. Donc, si je veux y aller à 18h, 19h ou 20h, ou si je veux y aller à 6h, ça n'a pas d'importance (...) il faut s'arranger avec l'heure. Parce qu'ici [en Suisse], j'ai entendu (...) des gens dire « le temps, c'est de l'argent ». Si vous pouvez travailler à temps (...) vous entrez là-dedans, en 40 minutes vous avez déjà fait une heure et demie. Je m'occupe donc de la pharmacie, de l'école et de la conciergerie. Le mercredi, quand l'école est fermée, je travaille avec une autre agence (...) qui fait du *baby sitting* pour des hôtels de luxe (...) Quand l'école ferme, cette agence (...) connaît les jours fériés suisses, elle m'a donc déjà placé ailleurs, ce qui signifie que l'école est fermée, que mon salaire est payé et que je ne travaille pas là-bas [à l'école]. Le temps, vous voyez ? » (Elisabete, 44 ans).

La valeur que les participant-es accordent à l'argent est également analysée d'un point de vue cognitif et comportemental, sur la base du questionnaire appliqué à la fin de l'entretien. En plus des perceptions recueillies lors des entretiens, l'inclusion de questions quantitatives dans cette enquête visait à comprendre ce que l'argent signifiait pour les participant-es. Les

résultats présentés dans les Figure 1 et Figure 2 permettent de connecter les différents types de raisonnement aux attitudes financières des participant-es.

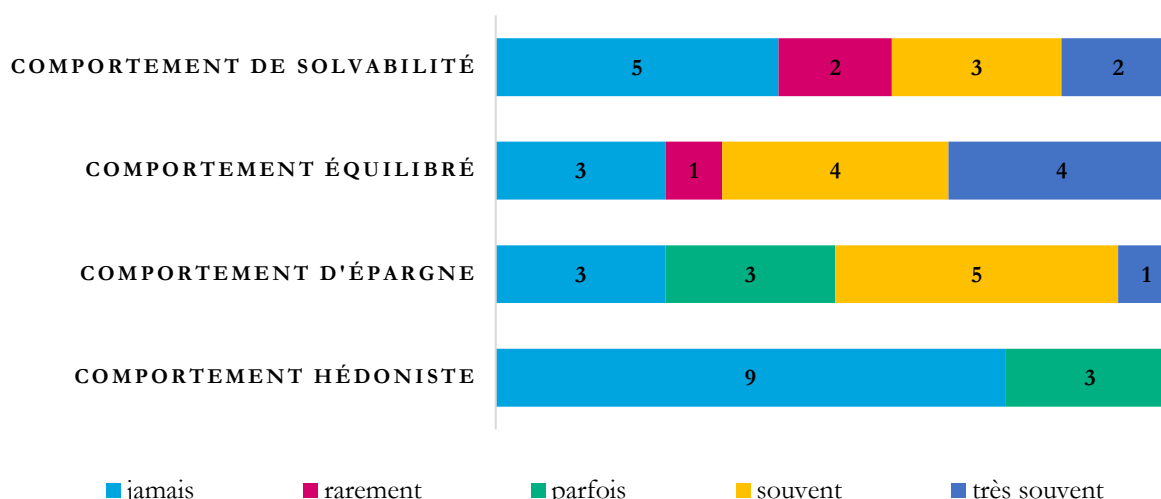
Figure 1 - Valeur donnée au l'argent - composante cognitive



Ainsi, 9 participant-es « sont d'accord » (« tout à fait d'accord » et « d'accord ») que l'argent est un « moyen d'atteindre des objectifs », c'est-à-dire un moyen de réussite. Néanmoins, un grand nombre de participant-es (entre 8 et 9 personnes) ne sont « pas d'accord » (« pas du tout d'accord » et « pas d'accord ») avec l'idée que l'argent est « une fin en soi », « un facilitateur social » ou moyen d'obtenir « statut et respect ». Nous pouvons interpréter les données de la Figure 1 à lumière de l'étude de Henchoz, Coste, et al. (2019), dont les résultats montrent que la majorité des suisses/esses interrogé-es considèrent l'argent comme une source de liberté et de succès. Par conséquent, le rapport à l'argent des suisses/esses de l'étude peut être qualifiée d'analytique.

Les brésilien-n-es de notre étude ont une relation ambiguë avec l'argent. Alors que 9 participant-es sont « d'accord » pour dire que l'argent est un moyen de réussir, 4 d'entre eux ne sont « pas d'accord » pour dire que l'argent est « *la liberté de faire ce que vous voulez* », qui fait référence à la composante cognitive « liberté ». Cette ambiguïté dans le raisonnement de ces quatre participant-es est conforme à l'affirmation de Baker et Jimerson (1992) selon laquelle l'argent ne peut être compris que dans son contexte. Cependant, dans quel contexte les participant-es à notre recherche ont-ils défini leur « cadre de référence » ? (Henchoz, Coste, et al., 2019). Dans le contexte brésilien, avant la migration, ou dans le contexte suisse ? Malgré l'impossibilité de préciser exactement dans quel contexte les participant-es ont basé leur « cadre de référence », il est essentiel de noter que la valeur attribuée à l'argent est influencée par des relations sociales objectives, des catégories cognitives et des significations symboliques, dont la culture (Baker et Jimerson, 1992) et la structure sociale fixent des limites inévitables au processus de monétisation (Zelizer, 1989).

Figure 2 - Valeur donnée au l'argent - composante comportementale



L'équilibre et l'épargne sont les deux types de comportements que les parents ont enseignés (« souvent » et « très souvent ») durant l'enfance et l'adolescence des participant-es à notre recherche. Nous pouvons interpréter que ces deux comportements appris de leurs parents aident les participant-es à gérer leur budget de manière équilibrée, en évitant les dettes, puisque seuls deux participant-es ont des difficultés financières. Leur priorisation de l'épargne est également un comportement appris qu'ils/elles appliquent, même dans des situations défavorables découlant de la vulnérabilité sociale liée à la situation d'« irrégularité juridique », ou encore face à l'incertitude des revenus à laquelle les personnes migrantes sans-papiers sont confrontées. L'interprétation de ces données comportementales (Figure 2) sera discutée plus en détail dans les deux sous-sections de la littératie financière (5.3) consacrées à l'analyse de la gestion du budget (5.3.1) et de l'épargne (5.3.2) des participant-es. Nous triangulerons les informations recueillies lors des entretiens approfondis avec les données empiriques afin de décoder les modes de raisonnement des participant-es à notre étude.

5.2 L'ENDETTEMENT

Comme nous l'avons vu dans la section (2.2.2) de la revue de la littérature, le stress que l'endettement produit est associé à divers problèmes psychosomatiques ayant des répercussions sur la santé physique (Henchoz et Coste, 2016). Les conséquences d'une situation d'endettement sur la santé ne se limitent pas à la personne endettée mais affectent également tout le foyer. Cela peut engendrer des problèmes dans les relations conjugales, familiales ou professionnelles, accentuant ainsi le stress éprouvé (Jacoby, 2002). En effet, les familles à faible revenu, celles ayant des personnes économiquement dépendantes à leur charge ainsi que les minorités ethniques sont particulièrement plus susceptibles d'être affectées par le stress que d'autres populations (Turunen et Hiilamo, 2014).

Parmi les participant-es à cette recherche, une personne a vécu une situation d'endettement en Suisse et a été suivie par une travailleuse sociale. Deux participantes rencontrent actuellement des difficultés à faire face aux dépenses ordinaires. La question du logement des sans-papiers à Genève et son impact sur les budgets familiaux est discutée par Refle,

Burton-Jeangros, et al. (2024) dans le cadre de l'étude Parchemin. Le coût du loyer à Genève pèse sur le budget des personnes migrantes sans-papiers et c'est une source de préoccupation pour Claudia :

« Un jour, alors que je manquais d'argent pour payer le loyer et que je n'en avais pas, j'ai été désespérée. J'ai dit : « Mon Dieu, qu'est-ce que je vais faire ? » Puis (...) ma fille et moi avions déjà convenu de parler au propriétaire de l'appartement, nous paierons ce mois-ci, mais nous ne savons pas comment se passera le prochain » (Claudia, 63 ans).

Dans son cas, l'instabilité de l'emploi et l'incertitude qui en découle, en tant que femme de ménage non déclarée, sont également deux autres sources d'inquiétude : « *quand je ne travaille pas, je suis déjà inquiète, parce que j'économise l'argent que je reçois, je l'économise pour mon logement, vous savez ? Parce que je n'ai pas de salaire fixe chaque mois. C'est donc compliqué pour moi* ».

La dette, en tant que transaction matérielle, est également une relation de pouvoir et une expérience vécue, imprégnée de préoccupations sociales, éthiques et morales (Guérin et Venkatasubramanian, 2022). Pendant la pandémie du COVID-19, le souci relatif au paiement du loyer a provoqué des problèmes sur la santé mentale et physique (Henchoz et Coste, 2016) de Claudia :

« Compliqué, parce que pendant la pandémie [du COVID-19], j'étais dans un tel état que je ne pouvais pas dormir. J'ai même eu des insomnies et des crises d'angoisse, parce que j'ai de l'hypertension. J'ai pris mes médicaments, mais même si ma tension était élevée, je n'arrivais pas à la contrôler » (Claudia, 63 ans).

La situation vécue par Vania, soit la perte d'un de ses emplois et la réduction de ses revenus qui en a suivi, a agi comme une source de stress (Spini, Bernardi, et al., 2017) sur son budget. L'inquiétude causée par sa capacité réduite à payer le loyer était évidente dans les réflexions qu'elle a formulées au cours de l'entretien :

« Mon Dieu, mon fils du ciel, louer ici [à Genève] va vraiment vous tuer (...) Mais ici je pense que c'est l'endroit le plus cher, Genève est le plus cher. Quand j'ai eu cet appartement, nous l'avons eu pour 2 personnes (...) Cette personne est donc partie et m'a laissée en plan (...) J'avais deux emplois, donc ça allait pour moi, parce que je travaillais et puis le matin, à 4h30, je quittais la maison pour nettoyer le restaurant. J'étais donc tranquille (...) Mais maintenant, je n'ai plus qu'un seul travail » (Vania, 58 ans).

D'après Henchoz et Coste (2016), le stress causé par l'endettement est associé à divers problèmes psychosomatiques, notamment maux de tête, douleurs d'estomac, insomnie, perte d'appétit, anxiété, dépression et même pensées suicidaires. Ceux-ci, affectent la santé physique, augmentant la vulnérabilité sociale des personnes migrantes sans-papiers. La baisse de revenus résultant de la réduction du travail a affecté l'équilibre financier de Vania et a conduit à l'aggravation de ses problèmes de santé :

« J'ai toujours payé toutes mes factures. Ensuite, je suis allée à l'hôpital, comme je l'ai toujours fait, j'avais un problème d'hypertension, puis j'ai découvert que j'avais un problème cardiaque. Ensuite, j'ai fait différents tests, [j'ai utilisé différents] appareils et examens » (Vania, 58 ans).

L'assurance maladie pèse également sur le budget des migrant-es brésilien-n-es qui habitent dans le canton de Genève. Maria, femme de ménage sans permis de séjour, déclarée

par un employeur via le « Chèque Service¹⁴ », souligne que son endettement est dû à des retards de paiement de l'assurance maladie :

« ici [en Suisse] la demande est grande en termes d'assurance maladie, de loyer, de nourriture. Donc, ça finit par être serré, parce que (...) j'ai peu de travail (...) J'ai l'assurance maladie (...) C'est déjà dans la poursuite (...) Il se trouve que (...) j'ai laissé les factures prendre du retard parce que j'ai subi une intervention chirurgicale (...) Un emploi, comme il était indiqué dans le « Chèque Service », donc j'ai reçu je pense 80% du salaire (...) Je suis donc restée un mois, un mois et demi [sans travailler] et il s'est avéré que j'avais utilisé l'argent que j'avais pour payer le loyer, la nourriture, ce genre de choses et l'argent de l'assurance a été laissé derrière » (Maria, 41 ans).

Maria nous a expliqué que le retard dans le remboursement de son assurance maladie et son erreur dans le paiement des échéances de la négociation qu'elle avait faite l'ont conduit à un niveau d'endettement tel que son nom a été inscrit au registre des poursuites. Pour sortir de cette situation de (sur)endettement et alléger son budget, elle souhaite bénéficier d'une aide financière de la part d'une assistante sociale du canton de Genève :

« je devais payer ce qui était en retard à temps plus la facture qui est arrivée dans le mois à temps (...) j'ai divisé je pense en 6 fois (...) j'étais à mi-chemin des factures, et j'ai payé en retard. Comme j'ai payé en retard, ce montant a été automatiquement versé à la poursuite. Et puis ça a fait une boule de neige. Parce qu'après qu'il soit allé à la poursuite (...) il ne fait qu'augmenter. Et c'est ce à quoi je suis maintenant, c'est d'être aidée par la travailleuse sociale et d'essayer de voir si elle peut m'aider à payer [les dettes] » (Maria, 41 ans).

Comme Maria, Vania a du mal à payer son assurance maladie et a également demandé l'aide sociale pour faire face à ses dettes : « *Je ne suis pas en mesure de payer l'assurance (...) Elle est en retard pour le paiement (...) pour vous dire la vérité, il doit y avoir environ 5 mois [de retard] (...) J'ai discuté de tout cela avec l'aide sociale* ».

En Suisse, l'aide financière pour sortir du (sur)endettement peut également provenir d'institutions privées, comme nous l'a expliqué Maria : « *il y a des institutions sociales ici [en Suisse], qui sont privées, qui reçoivent de l'aide de gens qui ont un plus grand pouvoir d'achat, qui aident ces institutions, qui aident les gens qui en ont besoin et qui n'en ont pas les moyens* ». Elle souligne l'importance que cette aide financière soit reçue « *d'une institution privée, qui ne vous affectera pas au moment où vous allez demander le permis* ». Cependant, « *si vous demandez de l'aide à l'Hospice Générale ou quelque chose comme ça, vous courez le risque qu'ils [le gouvernement] ne vous donnent pas le permis* ». Pour elle, le raisonnement du gouvernement serait le suivant : « *je vais lui donner un permis et elle ne travaille pas, elle demande de l'aide à l'État (...) donc ce sera comme un fardeau pour l'État de garder cette personne dans le pays* ».

Au Brésil, des événements imprévus ont entraînés Marta vers une situation d'endettement. À l'époque, avant de venir en Suisse, elle construisait une maison et utilisait la carte de crédit comme « une aide » à la gestion du budget :

●
¹⁴ Le « Chèque Service » est une plateforme en ligne qui regroupe l'ensemble des démarches administratives des employeurs relatives aux cotisations d'assurance vieillesse et survivants des employés de maison dans le canton de Genève.

« Il y a eu une époque où je construisais (...) C'était serré. Puis vint la carte de crédit. Au Brésil, on ne peut pas survivre sans carte (...) Vous en payez une [facture] et l'instant d'après, vous êtes endetté (...) Ensuite, nous avons dû vendre la moto [pour payer la dette] » (Marta, 41 ans).

Pour Elisabete, la situation d'endettement, vécue à Genève, s'est aggravée lorsque son mari a « acheté » une voiture :

« Et qu'est-ce qui a déclenché la dette ? Ce n'était pas seulement une question d'assurance. Nous avons acheté une voiture (...) Un de ses amis [du mari] est mort, sa femme lui a donné une voiture (...) C'était la première voiture (...) il [le mari] s'est débarrassé de cette voiture. Il [le mari] a acheté une autre voiture, également d'occasion, qui n'a donné que des frais. Mais voici l'assurance [de la voiture], mettez une assurance élevée. Et puis, en plus du budget que vous aviez, vous avez cette assurance [pour la voiture] que vous faites 2 ou 3 fois par an. À part ça, il y a la taxe de je ne sais quoi, puis vient la plaque d'immatriculation » (Elisabete, 44 ans).

Plusieurs événements peuvent donc être à l'origine d'une situation d'endettement. La dette migratoire est un exemple de ce que Henchoz, Poggia Miletì et al. (2020) appellent les « circuits d'endettement transnationaux ». Dans cette perspective, certain-es migrant-es s'endettent pour financer leur installation dans un autre pays. Le « financement » des billets d'avion par l'employeur/euse, a été mentionné dans l'entretien de Vania et constitue un autre exemple de fonctionnement d'un « circuit d'endettement transnational » :

« J'ai dit : « Écoute, tu veux m'emmener ? D'accord, j'y vais. Je n'ai pas un centime pour quitter le Brésil. Mais quand je travaillerai, je veux que vous déduisiez cet argent de mon salaire. Je ne veux pas être endettée ». Et elle a accepté (...) Je suis venue, alors je l'ai payée 300 par mois, je crois » (Vania, 58 ans).

Pedro nous a expliqué : *« je ne suis pas venu avec des dettes (...) C'est ce qui arrive à beaucoup de gens, qui viennent parfois ici [en Suisse] à la recherche d'une obligation précisément pour payer la dette ». Il est venu en Suisse « pour travailler ». Contrairement à Vania et à son exemple de « circuit d'endettement transnational », Pedro a acheté son billet parce que lui et sa femme « avons vendu une voiture que nous avions achetée là-bas au Brésil et avec l'argent de cette voiture, nous avons acheté les billets. Donc, nous sommes arrivés ici sans dette (...) La seule dette que nous avons ici [en Suisse] était le loyer ».*

Au Brésil, Claudia a vécu une situation d'endettement : *« c'était une carte de crédit. Et il y avait aussi des dettes là-bas ; (...) au Brésil (...) nous achetons des choses comme ça [payées en plusieurs fois] ».* Le fait de vivre en Suisse lui a permis de rembourser plus facilement ses dettes au Brésil : *« j'ai tout payé (...) parce qu'à l'époque, c'était facile pour moi de payer (...) le taux de change était élevé ».* Elle a confié que : *« c'est pour ça [l'endettement vécu au Brésil] qu'aujourd'hui je me contrôle beaucoup parce que je crains d'être endetté ici [en Suisse]. Comme Maria, Claudia estime qu'une situation d'endettement pourrait « mettre en péril l'avenir » et influencer sur l'acceptation de sa demande de permis de séjour.*

Les personnes accordent différentes valeurs à l'argent et aux dettes. Les perceptions du temps, des relations avec autrui et des obligations morales ne sont pas nécessairement les mêmes partout (Guerin, 2012b). « Les individus possèdent une pluralité de systèmes de référence dans lesquels ils incarnent différentes « personnes », tiennent des « rôles » distincts, et agissent sur plusieurs scènes sociales où les règles de comportement, les objectifs,

les contraintes perçues et les rationalités pratiques varient » (Weber, 2013, p. 409). De plus, certains types de dettes sont liés aux relations et à des événements du passé qui génèrent un type « d'endettement moral », qui doit être remboursé dans le futur. L'engagement à payer le traitement dentaire d'un « cousin » au Brésil, comme nous raconte Marta, est un exemple « d'endettement moral » :

« Je suis allée chez la tante de mes cousins. J'y suis restée cinq ou six mois, vivant avec elle (...) et puis j'ai commencé à travailler, j'ai eu mon propre appartement et j'ai déménagé (...) J'ai continué à aller chez ma tante (...) Ses enfants ont maintenant 50 ou 60 ans (...) Elle a donc un fils qui est pratiquement « harcelé » à l'église, mais il a une cinquantaine d'années (...) Il n'allait pas à l'église parce qu'il n'avait plus ses dents. Mais ma tante n'a jamais eu les moyens de les faire soigner. Ensuite, je me suis séparée du père de ma fille et je suis allée vivre tout près, chez mon cousin. Nous nous sommes alors rapprochés. Puis, j'ai ouvert mon commerce de poulets (...) il m'a aidée pour tout (...) il m'a apporté le plus grand soutien. Ensuite, (...) je me suis dit : « Si je me stabilise ici [à Genève], tu auras tes dents » (...) Je me suis stabilisée (...) [et] j'ai dit : « maintenant, c'est le moment, je vais t'aider ». Je l'ai appelé et je lui ai dit : « tu te souviens de la conversation que nous avons eue ? Je lui ai dit : « veux-tu suivre le traitement ? » Il a accepté tout de suite » (Marta, 41 ans).

Le concept « d'endettement moral » a été exploré par plusieurs penseurs/euses et chercheurs/euses, chacun-e apportant une perspective différente sur la manière dont les obligations morales influencent les relations sociales et économiques. Si, d'une part, Marcel Mauss, dans son essai classique *Essai sur le don*, datant de 1925, a exploré le concept de réciprocité et les obligations sociales découlant du don, d'autre part, Pierre Bourdieu a travaillé avec les notions de capital social et de capital symbolique, qui comprennent des éléments de dette morale. En outre, l'économiste et philosophe Amartya Sen, dans ses travaux sur l'éthique et l'économie, a indirectement abordé la question de la dette morale à travers ses concepts de « capacités » et de « justice sociale », en examinant comment les obligations morales envers les autres influencent les choix économiques et sociaux.

Pour conclure cette partie, le manque d'information sur le fonctionnement du système d'assurance suisse a conduit Marta à s'endetter : « *Vous vous rendez compte, quand je suis arrivée ici [en Suisse], je ne savais pas comment fonctionnait l'assurance maladie de ma fille et je me suis endettée* ». Cependant, l'aide gouvernementale au loyer qu'elle a reçue pendant le COVID-19 lui a permis de sortir de l'endettement et d'économiser une partie de l'argent pour constituer une réserve financière : « *C'est précisément cet argent qu'ils [le gouvernement] nous ont donné pour nous aider à payer le loyer pendant le COVID-19 que j'ai épargné* ». L'assurance maladie de la fille de Marta aurait pu être subventionnée par l'État dès le départ, mais le manque d'information l'a conduite à s'endetter. Lorsque cette situation de subvention a été régularisée, les montants de la subvention perçus rétroactivement lui ont permis de constituer une nouvelle réserve financière : « *puis la subvention est arrivée, et ils [le gouvernement] ont tout versé sur mon compte (...) donc j'ai eu à nouveau une réserve [financière]* ». Nous constatons qu'en Suisse, Marta était habituée à disposer d'une réserve financière. L'analyse du comportement des participant-es en matière d'épargne sera abordée dans la sous-section (5.3.2), l'épargne, liée à la prochaine section, la littératie financière (5.3).

5.3 LA LITTÉRATIE FINANCIÈRE

Comme présentée dans la partie (2.1) de la revue de littérature, la littératie et l'éducation financière est une thématique souvent liée aux plans de retraite et d'épargne (Van Rooij, Lusardi, et al., 2012). La faible alphabétisation financière et le manque d'information, observés de manière plus ou moins générale au niveau global, ont un impact sur la capacité à épargner et à garantir une retraite confortable (Lusardi, 2008). Le manque de compréhension des concepts financiers de base, peut être lié à l'absence de planification de la retraite et à un patrimoine limité. En revanche, l'éducation financière pourrait aider les personnes à faire de meilleurs choix pour les finances personnelles, l'épargne et les plans de retraites (Lusardi et Mitchell, 2006).

Le comportement consistant à planifier l'avenir et à mettre de côté des ressources financières pour la retraite, sont deux exemples qui remettent en question le manque de planification et la capacité à épargner des personnes à faibles revenus (Lusardi, 2008). Nous pouvons le constater à partir de l'extrait suivant :

« Comme j'avais un peu d'argent de côté, j'ai fait une grosse quantité de francs, donc je ne suis pas venu ici [en Suisse] avec les mains vides (...) Parce que je suis venue avec ma fille de 2 ans (...) [et] j'ai toujours économisé de l'argent (...) je pensais être millionnaire à 30 ans [au Brésil] (...) Parce qu'à partir d'un million, vous faites des investissements et vous pouvez atteindre des millions d'autres (...) c'est mon style de vie (...) d'arriver demain et d'être assise sur un tas de billets, des billets sur des billets, comme « l'oncle Picsou », c'est mon objectif (...) j'ai toujours eu cet état d'esprit (...) J'ai économisé (...) là-bas [au Brésil] (...) j'avais déjà économisé environ 10 000 BRL¹⁵ (...) Et j'ai poursuivi l'objectif : travailler et épargner (...) Et ma petite chambre, dans laquelle je vivais [au Brésil], ne coûtait que 200 BRL. Donc, le reste qui restait, j'ai faisais 1 200 – 1 300 BRL de profits, (...) est allé dans le fonds de retraite ou dans le projet de quitter le pays » (Roberta, 39 ans).

Le comportement financier de Roberta et son raisonnement sur le fait de « devenir millionnaire » représentent des critères d'évaluation spécifiques ancrés dans un contexte social et culturel particulier (Guérin, 2012b), marqué par l'extrême pauvreté dans laquelle elle a vécu pendant son enfance dans le nord-est du Brésil :

« Parce que j'étais la fille d'une mère célibataire, beaucoup d'enfants, 7 enfants, nous faisons tout pour manger, nous ramassions même les ordures. Donc, comme j'ai eu une réalité très, très dure, depuis que je suis petite, même quand j'étais là comme ça à fouiller dans les décombres, dans les recyclages pour trouver de la nourriture ou du matériel qui nous était utile à vendre, comme du cuivre, des canettes, du plastique, des bouteilles en PET (...) Même quand j'étais là-bas dans cette situation couverte d'ordures, j'avais en tête qu'un jour j'allais être riche, qu'un jour je n'allais pas vivre éternellement dans cette situation. Donc toute ma vie, j'ai lutté pour ça » (Roberta, 39 ans).

Tout comme les expériences vécues par Roberta dans son enfance ont joué un rôle moteur dans son « cadre de référence » (Henchoz, Coste, et al., 2019), l'extrait suivant

●
¹⁵ 1 Franc Suisse = 6,31 Real Brasileiro / 10.000 (R\$) = 1.585 (CHF), taux de conversion de 14.08.24.

corrobore l'idée selon laquelle les expériences de la vie influencent le comportement financier. Pour Rafaela, l'exemple de ses parents l'a encouragée à épargner pour l'avenir :

« En fait, je l'ai toujours économisé [de l'argent] depuis le Brésil, depuis que je suis ici [en Suisse] (...) Parce que quand mon père a eu une très grosse chute financière, l'échec de son mariage, ce genre de choses (...) J'ai donc vécu beaucoup de choses, je les ai vus [mes parents] vivre beaucoup de choses, sans penser au lendemain. Aujourd'hui, je vis bien, mais je pense toujours au lendemain » (Rafaela, 37 ans).

Comme la plupart de participant-es à notre recherche, l'alphabétisation financière a été enseignée de façon indirecte, à travers l'influence des parents, comme le déclare Maria :

« La seule éducation financière que vous recevez, c'est celle de vos parents : « Oh, tu dois économiser de l'argent pour faire ça. Écoutez, je vais économiser de l'argent pour l'université, économiser de l'argent pour acheter une maison ou économiser de l'argent pour acheter une voiture ». Je pense que cela vient beaucoup de la famille. Je ne pense pas qu'ils enseignent l'éducation financière dans les écoles. Je pense qu'il le devrait. Vous devriez avoir une grille d'éducation financière » (Maria, 41 ans).

Au-delà de l'influence familiale, les personnes qui nous entourent peuvent évidemment influencer sur notre comportement financier, comme le montrent les histoires de Roberta et de Débora. Ces deux participantes ont été influencées de différentes manières par les personnes pour lesquelles elles travaillaient. La patronne de Roberta lui a indirectement appris à « honorer l'argent » comme moyen de bien le gérer :

« elle vient déjà d'une famille économiquement aisée, mais elle a eu du mal à venir ici [en Suisse], à étudier, à parler les langues (...) et se conformer aux paramètres suisses, aux règles (...) elle a eu ses luttes, donc elle est un exemple pour moi (...) elle est comme moi (...) elle lave le sac pour le réutiliser, parfois elle opte pour une marque moins chère, même si elle n'en a pas besoin (...) Mais elle dit : « mais c'est ce qu'on appelle honorer l'argent » (...) Parce que si le pain est 1.99, pour 1.50 ou 1.98 vous ne le prendrez pas. Vous aurez besoin de ce centime pour le compléter. Ainsi, les choses vous donneront une valeur telle que vous les appréciez. L'argent restera avec vous tant que vous en prendrez bien soin (...) L'argent vous respecte à partir du moment où vous le respectez. Et vous obtenez le respect à partir du moment où vous vous respectez (...) Ce n'est pas seulement une question d'argent » (Roberta, 39 ans).

La gestion d'argent par l'utilisation d'enveloppe n'utilise pas l'écriture, la comptabilité, la mise en liste ni le calcul numérique (Weber, 2013). Au contraire, cette technique utilise directement la dimension matérielle de la monnaie. Pour Débora, femme de ménage avec un permis de séjour reçu par l'intermédiaire de l'Opération Papyrus, la personne pour laquelle elle travaillait avait une formation en gestion financière et lui a enseigné cette technique pour gérer son budget :

« Elle [la patronne] avait un diplôme en gestion financière. Elle s'est assise avec moi et m'a expliqué un peu. Et c'est là qu'elle m'a expliqué, vos dépenses ordinaires doivent prendre [x] pour cent de votre salaire (...) C'était plus d'une fois. Elle a d'abord fait la première étape, les enveloppes, avec des couleurs différentes, [en me demandant] comment je maintenais mon argent ? Puis, elle m'a appris une feuille de calcul, comment le faire et autres » (Débora, 28 ans).

5.3.1 LA GESTION DU BUDGET

Les décisions financières d'une personne sont prises à partir d'un « cadre de référence » dans lequel les personnes examinent leur vie quotidienne et font leurs jugements financiers (Henchoz, Coste, et al. 2019). Comme nous l'avons indiqué dans la section d'analyse de la valeur donnée à l'argent (5.1), les « comportements équilibrés » et « d'épargne » sont les deux types de comportements que les parents ont enseignés (« souvent » et « très souvent ») durant l'enfance et l'adolescence des participant-es à notre recherche. Cela permet de comprendre pourquoi l'épargne dans le but d'accumuler une réserve d'urgence, compte tenu l'incertitude de l'avenir, est une habitude que certain-es des participant-es maintiennent, comme le montre l'extrait suivant de l'entretien avec Marta :

« Dans un monde qui a des problèmes aujourd'hui (...) L'incertitude frappe plus fort (...) Aujourd'hui, je travaille. Mais demain, je ne le serai peut-être plus. Mes patrons pourraient émigrer dans un autre pays. Par exemple, les brésiliens, qui travaillent pour une entreprise, pourraient demain aller aux États-Unis, au Japon et tout le reste (...) Donc, si je n'ai pas de stabilité financière, une réserve [financière], disons, s'ils partent là-bas demain (...) Qu'allez-vous faire ? Le loyer, les dépenses. Vous devez donc disposer de sommes d'argent que vous pouvez stabiliser pendant au moins un an » (Marta, 41 ans).

Comme nous l'avons montré dans la revue de la littérature (2.1.2), les pratiques de gestion budgétaire des ménages sont le résultat de différentes étapes et instances de socialisation économique, comme « l'apprentissage à l'école, qui est aussi très différencié selon le type de scolarité suivi » (Weber, 2013). C'est le cas de Rafaela, qui a appris à gérer un budget lors du cours de mathématiques dans une école publique au Brésil :

« À l'école aussi dans les cours de mathématiques (...) Les professeurs vous donnent plus ou moins la marche à suivre. Oui, c'est ce qu'on apprend au Brésil (...) Si vous avez gagné un montant « x », ils vous apprennent ce dont vous avez besoin, parce qu'au Brésil, il y a tout : la facture d'eau, la facture d'électricité, si vous payez un loyer, si vous ne le payez pas, si vous pouvez au moins mettre de côté 10 ou 20 pour cent [d'un salaire] » (Rafaela, 37 ans).

Zelizer (2007) souligne qu'il existe différents espaces pour l'activité économique rationnelle et pour les relations personnelles, l'un étant une sphère de calcul et d'efficacité et l'autre une sphère de sentiment et de solidarité. En fait, les connaissances financières que Rafaela a acquises à l'école publique dans les cours de mathématiques lui ont été utiles pour mesurer son activité économique et l'efficacité de son travail comme femme de ménage. La distinction entre la rationalité économique et la relation personnelle avec son patron est apparue clairement lorsqu'elle a demandé une augmentation de salaire sur la base des calculs qu'elle avait appris à l'école :

« J'ai appris cela à l'école. Et ici [en Suisse] (...) je discute beaucoup avec mes patrons (...) Ils me disent : « tu es différente, tu as une éducation ». L'autre jour, mon patron vivait dans un petit appartement, puis il a déménagé dans une maison (...). Je lui ai dit : « Est-ce que je peux vous dire un mot ? » Il m'a répondu : « oui ». J'ai dit : « Écoutez, la maison fait je ne sais combien de mètres carrés, je l'ai calculé, le travail est plus grand, vous me donnez moins et vous me demandez plus ». Puis il m'a regardé : « Et comment savez-vous que c'est 1 mètre carré ? ». Je me suis retourné et j'ai répondu : « Parce que

je suis allée à l'école et que je l'ai appris en cours de mathématiques ». « Oh, le Brésil enseigne cela ? ». J'ai répondu : « Comme le Brésil, comme votre pays qui enseigne les maths et les maths sont les mêmes dans le monde entier ». Et j'ai obtenu une augmentation de salaire grâce à cela » (Rafaela, 37 ans).

Les pratiques de gestion budgétaire des ménages sont le résultat de plusieurs étapes et de plusieurs instances de socialisation économique (Weber, 2013). Cependant, de nombreuses participantes ont appris à gérer leur budget par elles-mêmes, grâce à une expérience pratique, comme le montre Maria :

« Je pense que je l'ai appris dans la pratique. Parce qu'ici [à Genève], il faut d'abord donner la priorité à un lieu de vie. Vous êtes obligés, vous devez payer le loyer. Vous devez avoir l'argent du loyer pour vivre. Deuxièmement, il y a la santé. Si vous n'avez pas d'assurance maladie, vous devez économiser de l'argent pour un événement imprévu. Si vous tombez malade ou quelque chose comme ça. Parce qu'ici, si vous n'avez pas l'assurance maladie, vous devez payer. Vous êtes obligés de payer, même si vous n'avez pas l'argent à ce moment-là, la facture arrive chez vous, vous devez payer. Vous devez savoir que chaque mois, vous devez économiser l'argent du loyer, pour les médecins si vous en avez besoin. Et même si vous avez l'assurance, la facture viendra (...) Et l'argent pour se nourrir, l'argent pour subvenir à ses besoins. Ce sont, je pense, les 3 priorités d'économiser cet argent pour cela » (Maria, 41 ans).

Pour les personnes à faibles revenus, comme les migrant-es sans-papiers, il est important de savoir comment gérer le peu d'argent qu'ils gagnent. Joana pense que « *c'est la seule façon de gérer un peu d'argent. Certaines personnes ont besoin de gérer beaucoup, mais aussi peu (...) Je pense qu'il est encore plus important de gérer un peu d'argent (...) Pour faire fructifier l'argent* ».

La valeur monétaire est façonnée par des relations sociales objectives (structure sociale), des classifications cognitives et des significations évocatrices, notamment la culture (Baker et Jimerson, 1992). Cette complexité entre relations sociales objectives, classifications et significations évocatrices est évidente dans le discours d'Elisabete, lorsqu'elle explique sa gestion financière en fonction de la religion qu'elle pratique :

« Nous travaillons sur la première chose : je suis chrétienne. La base, le fondement de ma vie financière, c'est d'être fidèle à Dieu. Donc, tout d'abord, je donne la dîme, et Dieu bénit les 90 % qui restent (...) on ne peut pas parler de planification sans parler de Dieu (...) nous allons dans une église qui organise tous les lundis une réunion sur la vie financière » (Elisabete, 44 ans).

L'extrait ci-dessus montre comment les organisations ostensiblement non économiques telles que les églises jouent un rôle important dans un large éventail d'activités économiques. Selon Zelizer (2007), les gens font régulièrement correspondre les formes de transferts monétaires au type de relation qui existe entre les parties. Quant aux pratiques, elles s'appuient sur des symboles, des rituels, des systèmes de comptabilité variés pour marquer les liens sociaux distinctifs.

Le discours d'Elisabete sur son comportement économique, au-delà des explications strictement religieuses, est basé également sur la planification de ses dépenses tout au long de l'année et sur l'épargne qu'elle fait pour l'avenir :

« Nous générons [nos dépenses] par an, par exemple, l'allocation de bus, c'est par an (...) Nous avons réussi à diviser par deux le prix du loyer (...) Tout ce qu'on peut

économiser, tout ce qu'on peut, on le fait à la maison (...) J'achète des vêtements froids quand l'hiver est fini, pour l'hiver prochain. Je fais déjà tout pour l'avenir : vêtements, chaussures. La nourriture, on achète ce que l'on mange » (Elisabete, 44 ans).

5.3.2 L'ÉPARGNE

Comme nous l'avons déjà mentionné dans la partie consacrée à l'analyse de la composante comportementale, le « comportement d'épargne », mentionné par 6 participant-es à l'enquête, est l'un des deux types de comportement que les parents ont enseigné (« souvent » et « très souvent ») pendant l'enfance et l'adolescence des personnes interrogées. La situation de travail des participant-es et les dépenses obligatoires influencent la capacité d'épargner des ménages, comme le montre l'extrait de l'entretien avec Pedro :

« Divisons-le (...) [en] 3 périodes (...) une période où j'étais dans le « noir », la période où j'étais dans le « gris » (...) et la période « des papiers », (...) légalisé (...) La première période, (...) qui est totalement illégale (...) vous accumulez beaucoup d'argent. Pourquoi gagnez-vous beaucoup ? Vous vous en sortez bien parce que vous n'avez pas l'assurance à payer (...) C'était de l'argent qui rentrait brut (...) Donc, nous enlevions nos dépenses [ordinaires] et il nous restait encore de l'argent à économiser, une bonne partie. Ensuite, il y a une deuxième période (...) où je me suis déclaré (...) j'ai obtenu un emploi dans un restaurant (...) lorsqu'elle [l'employeuse] m'a déclaré, j'ai eu un bulletin de salaire (...) et j'avais toutes mes déductions. Donc, l'argent que je touchais en brut, je ne le touchais plus en brut, je le touchais en net, donc j'avais plus de 1 200 francs de retenues (...) [mais] je pouvais encore épargner quelque chose (...) Puis, il y a eu une troisième période (...) c'est quand j'ai été légalisé (...) À ce moment-là, on ne peut presque plus rien faire. Parce que dès que vous êtes légalisé, vous perdez tout ce qui est aide sociale, vous perdez tout, ils ne payent plus » (Pedro, 50 ans).

Comme le montre l'extrait ci-dessus, les pratiques financières familiales, en l'occurrence l'épargne, sont différenciées en fonction du type de revenu disponible : prestations sociales, salaires irréguliers, salaires réguliers (Weber, 2013). En outre les situations découlant des différents régimes de travail (« au noir », « gris » et « légalisé »), la période de la vie de Pedro et le montant de ses primes d'assurance maladie sont deux autres éléments qui ont influencé sa capacité d'épargner :

« Mon assurance et celle de ma femme est déjà de presque 800, aujourd'hui c'est 800 francs. Et l'assurance de mes enfants, mes enfants qui sont nés, on a été aidé par Suisse Immigré (CCSI¹⁶). L'assistante sociale nous a aidés à payer l'assurance des enfants. Je n'ai donc pas eu à faire face à ces dépenses (...) dans cette deuxième période [le gris] (...) Marcelo était déjà né, puis Cecilia est arrivée plus tard (...) En d'autres termes, les dépenses ont augmenté. Avant, il n'y avait que moi et Beatriz, puis Marcelo est arrivé (...) puis Cecilia est arrivée, et il a fallu acheter ici, acheter là et ainsi de suite (...) Alors ça s'est réduit, mais (...) je pouvais encore « en mettre un [peu d'argent] à côté » (Pedro, 50 ans).

Baker et Jimerson (1992) soulignent que l'argent ne peut être compris que dans son contexte. Par conséquent, les acteurs/rices économiques ne sont pas des agent-es autonomes, libres d'agir, sous-socialisé-es et atomisé-es. Au contraire, les actions économiques

¹⁶ Le Centre de Contact Suisses-Immigrés (CCSI) travaille en faveur des droits des personnes migrantes.

sont intégrées dans la structure sociale (Baker et Jimerson, 1992), qui conditionne les possibilités d'accès aux ressources financières et l'insertion sociale des personnes migrantes sans-papier, comme souligne Pedro : « *En d'autres termes, j'étais dans le « gris », comme un citoyen normal ici en Suisse (...) et vous bénéficiez de toutes les réductions, vous payez tous les impôts, mais je n'avais pas le permis. Je ne l'avais pas* ». Étant à une autre étape de sa vie, l'argent que Pedro économise actuellement est mis de côté pour les vacances :

« [Aujourd'hui] Ce n'est pas vraiment notre préoccupation du moment d'économiser de l'argent parce que les dépenses que nous avons aujourd'hui (...) entre le loyer, les courses, l'assurance et tout le reste, le téléphone, l'internet, c'est juste assez pour se faire un petit quelque chose pour les vacances » (Pedro, 50 ans).

Comme nous l'avons constaté dans la revue de la littérature (2.1), la faible littératie financière et le manque d'information, plus ou moins observés au niveau mondial, ont un impact sur la capacité à épargner (Lusardi, 2008). Toutefois, pour les personnes migrantes participant à notre recherche et qui n'ont pas permis de séjour, comme Joana, disposer d'une réserve financière est désormais l'une de leurs principales préoccupations :

« en fait, j'ai encore beaucoup à apprendre. Mais avant, oui, c'était bien pire. Je ne visais pas quelque chose plus tard, pour l'avenir. Même à 45 ans aujourd'hui, je sais à quel point j'ai commis des erreurs à l'époque sur le plan financier. Aujourd'hui, j'ai une plus grande conscience que je dois épargner. Je ne pouvais pas tolérer l'épargne ; parce que nous venons du nord-est et que personne ne veut épargner, ils veulent vivre. Et j'ai fini par tout « griller », je n'ai jamais eu de réserve [financière], vraiment. Il y a donc eu diverses situations, et cela m'a pris au dépourvu, et j'ai traversé des difficultés ou même perdu certaines choses, certaines opportunités, par exemple, si j'avais économisé depuis cette époque, j'aurais pu aller à l'université » (Joana, 45 ans).

Le comportement du « tout griller » mentionné par Joana fait écho aux préférences temporelles analysées par Guin (2017), selon lesquelles les suisses/esses romand-es sont moins patient-es et semblent moins disposé-es à attendre et à reporter leurs choix de consommation à plus tard. Cet auteur évoque également les différences importantes qui existent dans les comportements liés à l'épargne et à l'endettement entre les suisses/esses. Les familles des régions francophones épargnent moins que celles des régions germanophones et sont plus enclines à contracter des prêts formels et informels (au sein du réseau familial, par exemple) en cas de difficultés financières et d'impayés. Contrairement à la tendance trouvée dans les foyers francophones, nous avons constaté que les participant-es de notre recherche parvenaient généralement à économiser de l'argent, même face à l'instabilité des revenus et l'incertitude de rester en tant que personnes migrantes sans-papiers dans un pays étranger.

Les deux principaux facteurs de stress (l'incertitude et l'instabilité des revenus), tels qu'observés par Spini, Bernardi, et al. (2017) lors de l'analyse des 4 composantes de la vulnérabilité humaine (ressources, facteurs de stress, résultats et contextes), n'ont pas empêché les personnes migrantes de notre étude d'économiser de l'argent. En effet, l'une des participant-es à notre recherche estime par exemple qu'en Suisse, il est possible « *d'économiser d'argent même si l'on ne gagne pas beaucoup* » :

« Ici [en Suisse] il y a des gens qui, en fonction du travail, peuvent économiser de l'argent, quelque chose qu'au Brésil vous ne pouvez pas (...) Vous gagnez vraiment assez d'argent pour payer le loyer, pour acheter de la nourriture. Ici, vous pouvez le faire tout

en économisant un peu d'argent. Même si vous gagnez beaucoup ou peu, vous pouvez économiser un peu d'argent » (Maria, 41 ans).

Par ailleurs, l'incertitude quant à l'avenir, notamment en termes de revenus, est un facteur de stress et une motivation pour l'épargne financière, comme le souligne Roberta :

« [en Suisse] j'économisais et j'essayais de travailler aussi, parce que je travaillais très peu, donc je devais travailler dur pour qu'à la fin du mois je puisse économiser 20 [francs] ici, 30 là, 40 là et avoir quoi ? Les 1 000 [francs] de ma dépense, sinon je n'allais pas avoir [l'argent pour le] loyer, (...) [et la] grossesse (...) J'avais besoin de cet argent de poche. Et bien sûr, épargner tous les mois, laisser de côté les 200 francs, 100 francs, les 300 (...) Pourquoi ? Parce que j'allais accoucher, je ne savais pas quand j'allais retourner au travail, et j'avais besoin d'au moins 5 000 francs économisés pour une éventualité. Et j'ai atteint ce but. Quand j'ai accouché, j'avais de l'argent de côté » (Roberta, 39 ans).

Pour revenir à la discussion sur la valeur que les gens accordent à l'argent, il est important de souligner que les formes de compréhension et les différents types de raisonnements ne sont pas toujours explicites, formulés dans un discours cohérent et conscient. Au contraire, une grande partie de ce que les personnes font au quotidien, les décisions financières par exemple, révèlent des formes de pensée automatiques et sont incorporées dans les réalités matérielles, des objets et des procédures (Weber, 2013). La décision d'épargner ou de ne pas épargner n'est pas seulement basée dans le « cadre de référence » des personnes (Henchoz, Coste, et al., 2019). En réalité, le choix du support ou de l'unité comptable que les personnes adoptent, le moment et la manière dont elles le font, dépendent du type de relations sociales impliquées et de la transaction économique en cause (Zelizer, 2007).

L'entretien avec Rafaela, montre que l'argent doit être considéré un allié et que la décision d'épargner vise à éviter les expériences difficiles qu'elle a vécues au Brésil :

« En fait, l'argent est notre allié. En somme, nous en avons besoin pour survivre, il n'y a pas moyen, mais je ne sais pas si c'est très important, parce que si vous commencez à lui donner de l'importance, alors il [l'argent] vous domine (...) C'est quelque chose qui va vous dominer. J'économise, non parce que c'est important, j'économise, parce que je pense toujours que je ne veux pas vivre des situations difficiles que j'ai vécues dans le passé. Mais ce n'est pas qu'il soit important d'économiser (...) C'est juste que je ne veux pas vivre des situations désagréables » (Rafaela, 37 ans).

Les réflexions de Rafaela sur l'argent sont cohérentes avec ses réponses au questionnaire portant sur la valeur accordée à l'argent - composante cognitive (Figure 1), puisqu'elle a répondu qu'elle était « tout à fait d'accord » pour considérer l'argent comme une réussite et aussi comme une fin en soi.

Nous avons observé que les valeurs, les attitudes et les croyances des individus influencent leur comportement par rapport à l'argent (Baker et Jimerson, 1992), y compris la décision d'économiser. En outre, les relations entre un père/mère et son fils/sa fille, un prêtre et un-e fidèle, un-e agent-e social-e et un-e bénéficiaire d'aide, un législateur/trice-constituant-e impliquent parfois des transactions monétaires, mais chacune d'entre elles nécessite une combinaison très différente de ressources et d'unités comptables. Selon Zelizer (2007), toutes les monnaies sont en fait duales, servant à la fois les circuits généraux et locaux. En fait, cette dualité s'applique à toutes les transactions économiques.

5.3.3 LES TRANSFERTS D'ARGENT

Les transferts d'argent que les personnes migrantes de la communauté brésilienne font à leur proches, sont ancrés dans les relations maintenues dans le passé, surtout avec leurs parents. Cet « endettement moral » oblige les participant-es à notre enquête à envoyer fréquemment de l'argent au Brésil, comme le décrit Roberta :

« J'aide. J'aide maman. Depuis que j'ai mis les pieds en Suisse, j'envoie chaque mois 300 BRL ou 500 BRL à maman. Parce que maman c'est 300 à 500 BRL, 300 ou 500 BRL que j'envoie tous les mois. Chaque mois, c'est fidèle, parce que maman est vieille et vous savez, vieille et malade, [elle] a beaucoup de problèmes de santé et ma sœur qui s'occupe d'elle (...) Alors chaque mois, j'aide ma famille » (Roberta, 39 ans).

Dans le cas de Rafaela, ce versement d'argent est considéré comme une dépense mensuelle courante : « *Je fais comme si c'était une facture pour moi ici. C'est le même montant, il ne change que lorsque c'est la fin de l'année, lorsqu'il y a Noël* ». D'autres participant-es sont chargés-es de payer les traitements médicaux de leurs proches, comme l'explique Pedro : « *je paye, par exemple, les soins médicaux de ma mère, ma femme paie aussi ceux de ses parents* ». Vania ne fait aucune économie en Suisse pour pouvoir aider sa famille au Brésil : « *je n'économise pas d'argent parce que j'aide beaucoup ma famille (...) Chaque mois (...) C'est comme ça, parce que j'ai toujours [fait] depuis quand je vivais à Bahia, mon premier salaire, j'en donnais la moitié à ma mère et l'autre moitié à moi* ».

En fait, l'obligation morale d'envoyer de l'argent à sa mère a également été mentionnée par Elisabete :

« Quand je suis venue ici [en Suisse], pourquoi suis-je venue ici ? (...) parce que ma mère nous a élevé-es seule et qu'elle ne pouvait pas travailler (...) Je suis donc venue ici pour lui offrir une meilleure vie (...) j'avais toujours deux maisons, la mienne et celle de ma mère. Je ne payais pas le loyer [de ma mère], mais je devais aider à subvenir à ses besoins, à payer les médicaments, tout (...) Par exemple, ma mère me demandait des médicaments : « Oh, non je n'ai plus de médicaments ». Je courais dans tous les sens et je faisais quelque chose de plus pour envoyer de l'argent » (Elisabete, 44 ans).

D'un point de vue global, les transactions économiques liées aux envois d'argent s'inscrivent dans un contexte institutionnel et symbolique plus large. En revanche, à une échelle locale, ces transactions se révèlent très diversifiées, personnalisées et enracinées, reflétant des relations spécifiques avec les proches. Par conséquent, l'uniformité globale et la diversité locale ne sont pas contradictoires, mais constituent simplement deux aspects complémentaires de la même transaction (Zelizer, 2007) d'envoi d'argent.

5.3.4 LES INVESTISSEMENTS

Selon notre revue de la littérature, le genre/sexe, l'éducation, le revenu, les investissements du ménage, les connaissances financières, l'attitude financière et le comportement financier sont les principaux facteurs qui déterminent la littératie financière (Santini, Ladeira, et al., 2019). En effet, les variables de capacité financière (littératie financière objective, littératie financière subjective, comportement financier souhaitable, capacité financière perçue et indice de capacité financière) jouent un rôle médiateur entre l'éducation financière et la satisfaction financière (Xiao & Porto, 2017).

En ce qui concerne l'investissement d'argent, certaines personnes migrantes interviewées pensent qu'en Suisse l'argent est bien investi : « *je pense qu'ils [les Suisses] savent où investir l'argent, l'argent que le pays génère, que le pays collecte, ils savent comment investir l'argent* » (Maria, 41 ans). De l'autre côté, lorsque le sujet d'investissement se tourne vers le Brésil, le comportement d'acquisition de biens matériels, notamment une maison, est également mentionnée par Maria :

« Il y a beaucoup de gens qui gagnent de l'argent ici [en Suisse] et l'investissent au Brésil ou dans un autre pays (...) Ils gagnent de l'argent ici et l'investissent. Ceux qui ont l'idée de revenir un jour au pays et de posséder une maison, par exemple, veulent parfois acheter une maison. Ils épargnent l'argent, envoient l'argent ou achètent la maison et la payent » (Maria, 41 ans).

Selon Rafaela, le taux d'échange entre la monnaie suisse et la monnaie brésilienne change le comportement des migrant-es et les entraîne à la « course à l'argent » :

« Oh, j'ai besoin d'argent, j'ai besoin d'argent, j'ai besoin d'argent. « Oh, ici, vous en avez tellement. » « Oh, si je gagne autant ici, si je le transfère au Brésil, ce sera beaucoup d'argent ». Alors ils vivent autour, c'est comme une « course à l'argent », tout le monde court pour gagner de l'argent et oublie de vivre (...) Parce qu'il faut avoir quelque chose au Brésil. Parce que : « Ah, si je travaille pendant tant d'années, j'obtiendrai un montant « x » et je n'aurai plus besoin de travailler ». Et vous oubliez de vivre dans le présent » (Rafaela, 37 ans).

Au-delà de la « perception positive » qu'auraient certain-es brésilien-n-es des avantages du taux de conversion du franc suisse par rapport au real brésilien et de la « course à l'argent », évoquée par Roberta dans le passage cité plus haut, Marta met à profit le temps passé avec ses patrons pour apprendre à investir son argent et également à épargner :

« J'ai fait des recherches sur l'épargne privée au Brésil que je souhaitais connaître (...) Et aujourd'hui, je travaille avec quelqu'un qui est pratiquement un banquier (...) qu'on le veuille ou non, il me donne des conseils (...) il a dit qu'il travaillait aussi dans une banque. J'ai donc demandé comment je pouvais en faire une (...) réserve [financière], économiser de l'argent (...) mon patron il prodigue des petits conseils (...) Il ne donne pas grand-chose. Donc, juste comme ça, il craint que j'investisse. Parce qu'il y a ce [investissement] qui gagne, qui a toujours le risque de perdre et qui a le risque de réussir (...) J'ai déjà voulu investir 50 000 BRL¹⁷ (...) Je voulais prendre le risque, mais il ne m'a pas laissé faire » (Marta, 41 ans).

Comme nous l'avons mentionné dans la section portant sur les enjeux éthiques et réflexivité (5.4), l'entretien avec Marta a donné lieu à un échange spontané sur les investissements en bourse et la disposition à prendre des risques financiers lorsque le chercheur a révélé qu'au Brésil, il a travaillé dans une banque. Les exemples cités montrent que les personnes à bas revenus sont prêtes à diversifier leurs investissements, que ce soit en achetant un bien immobilier, comme une maison dans leur pays d'origine, ou en investissant dans l'épargne privée ou la bourse, comme nous a expliqué Marta. Nous tenons par ailleurs à souligner que l'envoi d'argent dans le pays d'origine est également considéré comme un type d'investissement par certain-es des participant-es à notre recherche.

17 1 Franc Suisse = 6,31 Real Brasileiro / 50.000 (R\$) = 7.925 (CHF), taux de conversion de 14.08.24.

6. CONCLUSION

Notre recherche visait à décoder les significations que les migrant-es brésilien-n-es vivant dans le canton de Genève, accordaient à l'argent et aux dettes. Les analyses nous ont permis d'identifier que la valeur accordée à l'argent et à l'endettement est façonnée selon les expériences préalables dans différentes « scènes sociales » (Weber, 2013). En fait, le contexte dans lequel les personnes migrantes sans-papiers sont insérées joue un rôle important dans l'imaginaire des participant-es. Dans le cadre de la relation de l'argent en Suisse, pays où nous avons mené notre recherche, les participant-e-s ont évoqué le « développement du pays », « un éventail d'opportunités », « de la valorisation », « la reconnaissance » et « la qualité de vie ». L'argent est également associé à la « discipline » et au « temps ». Pour les personnes qui vivent des situations d'incertitude et d'instabilité des revenus, comme les migrant-es sans-papiers, le fait de savoir gérer les heures de travail est reconnu comme une importante compétence quand elles pensent qu'en Suisse « le temps, c'est de l'argent ».

Les questions quantitatives sur les composantes cognitives, représentées par la [Figure 1](#), et comportementales, représentées par la [Figure 2](#), nous ont permis de saisir que les participant-es à notre étude ont une relation ambiguë dans leur « cadre de référence » par rapport à l'argent. Ils/elles perçoivent celui-ci comme un « moyen d'atteindre des objectifs », c'est-à-dire un moyen de réussir. Cependant, si 9 participant-es sont « d'accord » pour dire que l'argent est un moyen de réussir, 4 d'entre eux/elles ne sont « pas d'accord » pour dire que l'argent représente « *la liberté de faire ce que vous voulez* ». L'équilibre et l'épargne sont les deux types de comportement les plus fréquemment enseignés par les parents pendant l'enfance et l'adolescence des interrogé-es. Cela permet de comprendre pourquoi les participant-es parviennent à épargner de l'argent alors qu'ils/elles ne gagnent pas beaucoup en Suisse. De plus, malgré les situations défavorables dues à la vulnérabilité sociale liée à l'« irrégularité légale » ou à l'incertitude économique, les participant-es parviennent à gérer leur budget de manière équilibrée, en évitant de s'endetter.

En ce qui concerne à l'endettement, seulement deux des participant-es avaient des difficultés financières et luttait pour joindre les deux bouts. Comme nous l'avons déjà évoqué, la question du logement des personnes migrantes à Genève et le coût des loyers pèsent lourdement sur le budget des sans-papiers (Refle, Burton-Jeangros, et al. 2024). À cette pression sur les ménages s'ajoutent les primes d'assurance maladie, obligatoires en Suisse. L'endettement et l'incertitude financière que vivent les personnes migrantes sans-papiers peuvent déclencher des problèmes de santé (Henchoz et Coste, 2016), notamment des insomnies et de l'hypertension, comme nous l'ont expliqué deux participantes. Il est possible de demander d'aide financière à l'État pour sortir du (sur)endettement. Cependant, les migrant-es sans-papiers craignent que cette demande d'aide ne les empêche de déposer une demande de permis de séjour. L'endettement, en tant que transaction matérielle, est aussi une relation de pouvoir et une expérience vécue, imprégnée de préoccupations sociales, éthiques et morales (Guérin et Venkatasubramanian, 2022).

Le comportement consistant à planifier l'avenir et à mettre de côté des ressources financières, sont deux exemples qui remettent en question le manque de planification et la

capacité des personnes à faible revenu à épargner (Lusardi, 2008). Pour la plupart des participant-es à notre étude, la littératie financière a été reçue indirectement par le biais de l'influence de leurs parents. Pour d'autres, la relation avec leur employeur/euse a été un événement important dans l'apprentissage de la gestion d'un budget, comme dans le cas de Débora et de son employeuse, formé-e à la gestion financière qui lui a appris à gérer l'argent à l'aide d'enveloppes. De nombreuses participantes ont appris à gérer leur budget grâce à une expérience pratique. En revanche, les connaissances financières acquises par Rafaela dans les cours de mathématiques de l'école publique au Brésil, ont été utiles pour mesurer son activité économique et l'efficacité de son travail de femme de ménage. La distinction entre la rationalité économique et la relation personnelle avec l'employeur/euse, comme le souligne Zelizer (2007), est apparue clairement lorsque Rafaela a demandé une augmentation de salaire sur la base des calculs qu'elle avait appris à l'école.

Les pratiques financières familiales, comme l'épargne, sont différenciées en fonction du type de revenu disponible : prestations sociales, salaires irréguliers, salaires réguliers (Weber, 2013). En outre, les situations découlant des différents régimes de travail (« au noir », « gris » et « légalisé ») et le montant des primes d'assurance maladie sont deux autres éléments qui influencent la capacité d'épargner des participant-es. Toutefois, le fait d'épargner pour se constituer une réserve d'urgence, compte tenu de l'incertitude de l'avenir, est une habitude que certain-es des participant-es entretiennent. Des organisations apparemment non économiques, telles que les églises, jouent un rôle important dans un large éventail d'activités économiques. Cela nous aide à comprendre le raisonnement et les explications de l'une des participant-es, lorsqu'elle décrit sa gestion budgétaire sous l'influence de l'église et de Dieu.

Les valeurs, les attitudes et les croyances des individus influencent leur comportement par rapport à l'argent (Baker et Jimerson, 1992). Les transferts d'argent que les participant-es effectuent à leurs proches sont ancrés dans les relations qu'ils/elles ont eues dans le passé, notamment avec leurs parents. Certain-es participant-es sont chargés de payer les traitements médicaux de leurs proches ou considèrent l'envoi d'argent chaque mois comme une dépense régulière. Selon Zelizer (2007), les modes de transfert d'argent sont régulièrement associés au type de relation qui existe entre les parties. Les relations entre un parent et un-e enfant, un prêtre et un-e croyant, un-e travailleur/euse sociale et un-e bénéficiaire d'aide impliquent parfois des transactions monétaires, mais chacune nécessite une combinaison très différente de ressources et d'unités comptables. Toutes les monnaies sont en fait duales, servant à la fois des circuits généraux et locaux. En fait, cette dualité s'applique à toutes les transactions économiques (Zelizer, 2007) et apparemment non économiques.

Pour conclure, nous sommes conscients que nos analyses remettent en cause, dans une certaine mesure, la perspective dominante sur la littératie et l'éducation financières, qui associe souvent l'endettement et le surendettement à un manque de connaissances et de compétences financières chez les personnes à faibles revenus, notamment les personnes migrantes sans-papiers. Toutefois, il reste la question : ce qui est observé pour la communauté brésilienne est-il pertinent pour d'autres groupes de migrant-es sans-papiers ? Nous croyons que les participant-es à notre étude peuvent en effet présenter des spécificités en ce qui concerne leur rapport à l'argent et aux dettes. Cependant, les questions financières, notamment la gestion du budget, le paiement du loyer et de l'assurance maladie, sont trois

composantes auxquelles tous les migrant-es sans-papiers vivant en Suisse devront faire face, quelle que soit la communauté à laquelle ils/elles appartiennent. Notre recherche a montré l'importance d'économiser de l'argent dans un contexte d'incertitude et de vulnérabilité économique auxquelles la plupart des migrant-es sans-papiers sont confrontés. Savoir équilibrer ses dépenses, et ainsi éviter les problèmes de santé que l'endettement peut engendrer, est une ressource qui minimise les facteurs de stress liés à la vulnérabilité sociale. Elle augmente également les chances des migrant-es sans-papiers de réussir leur projet d'installation, même temporaire, dans leur pays d'accueil. Après tout, l'inclusion sociale et financière des personnes migrantes sans-papiers dans le pays d'accueil devrait être considérée comme les deux faces d'une même pièce.

BIBLIOGRAPHIE

Atkinson Adele et Messy Flore-Anne (2013), *Promoting Financial Inclusion through Financial Education: OECD/INFÉ Evidence, Policies and Practice*, Paris : OECD, [en ligne], https://www.oecd-ilibrary.org/finance-and-investment/promoting-financial-inclusion-through-financial-education_5k3xz6m88smp-en, (consulté le 24 avril 2023).

Baker Wayne E et Jimerson Jason B (1992), The Sociology of Money, *American Behavioral Scientist*, SAGE Publications Inc, 35(6), pp. 678-693.

Balmer Nigel, Pleasence Pascoe, Buck Alexy et Walker Heather C (2006), Worried Sick : The Experience of Debt Problems and their Relationship with Health, Illness and Disability, *Social Policy and Society*, 5(1), pp. 39-51.

Brown Martin, Henchoz Caroline et Spycher Thomas (2018), Culture and financial literacy: Evidence from a within-country language border, *Journal of Economic Behavior & Organization*, 150, pp. 62-85.

Callon Michel (1998), An essay on framing and overflowing : economic externalities revisited by sociology, in : Callon Michel (Ed.), *The Laws of the Market*, Oxford : Blackwell Publishers, pp. 244-269.

Confédération Suisse (2020), Pour un examen global de la problématique des sans-papiers, *Rapport du Conseil fédéral en réponse au postulat de la Commission des institutions politiques du Conseil national du 12 avril 2018* (18.3381), [en ligne], https://www.sem.admin.ch/dam/sem/fr/data/internationales/illegale-migration/sans_papiers/ber-br-sans-papiers.pdf, (consulté le 23 mai 2024).

Entorf Horst et Hou Jia (2018), Financial Education for the Disadvantaged ? A Review, *SSRN Scholarly Paper*, Rochester, NY, [en ligne], <https://papers.ssrn.com/abstract=3167709>, (consulté le 24 avril 2023).

Eugster Beatrix, Lalive Rafael, Steinhauer Andreas et Zweimüller Josef (2011), The Demand for Social Insurance : Does Culture Matter ?, *The Economic Journal*, 121(556), pp. F413-F448.

Eugster Beatrix, Lalive Rafael, Steinhauer Andreas et Zweimüller Josef (2017), Culture, Work Attitudes, and Job Search : Evidence from the Swiss Language Border, *Journal of the European Economic Association*, 15(5), pp. 1056-1100.

Eugster Beatrix et Parchet Raphaël (2013), Culture and Taxes : Towards Identifying Tax Competition, School of Economics and Political Science, *Department of Economics*, 2013(39), pp.1-44.

Favrat Adélaïde (2015), La vulnérabilité : questions de recherche en sciences sociales, in: Bresson Maryse, Geronimi Vincent et Pottier Nathalie (Ed.), *Politiques sociales et familiales*, Persée, Portail des revues scientifiques en SHS, 119, pp. 89-90.

Fernandes Daniel, Lynch John G et Netemeyer Richard G (2014), Financial Literacy, Financial Education, and Downstream Financial Behaviors, *Management Science*, INFORMS, 60(8), pp. 1861-1883.

Ferro-Luzzi Giovanni, Refle Jan-Erik, Burton-Jeangros Claudine et Jackson Yves-Laurent Julien (2023), La régularisation des travailleurs sans-papiers dans le canton de Genève, *La régularisation des travailleurs sans-papiers dans le canton de Genève*, Social Change in Switzerland, (36), pp. 1-13.

Gaudet Stéphanie et Robert Dominique (2018) *L'aventure de la recherche qualitative. Du questionnement à la rédaction scientifique*, Ottawa : Les Presses de l'Université d'Ottawa (PUO).

Geertz Clifford (1998), La description dense, *Enquête. Archives de la revue Enquête*, EHESS/Parenthèses, (6), pp. 73-105.

Goffman Erving (1991), *Les cadres de l'expérience*, Paris : Les Éditions de Minuit.

Goyal Kirti et Kumar Satish (2021), Financial literacy : A systematic review and bibliometric analysis, *International Journal of Consumer Studies*, 45(1), pp. 80-105.

Granovetter Mark (1985), Economic Action and Social Structure : The Problem of Embeddedness, *American Journal of Sociology*, University of Chicago Press, 91(3), pp. 481-510.

Guérin Isabelle (2012a), L'éducation financière ou comment apprendre aux pauvres à bien consommer, in : Guérin Isabelle et Selim Monique (Eds.), *A quoi et comment dépenser son argent ? : hommes et femmes face aux mutations globales de la consommation*, Paris : L'Harmattan, pp. 51-71.

Guérin Isabelle (2012b), Households' over-indebtedness and the fallacy of financial education: insights from economic anthropology, *Microfinance in Crisis Working Papers Series*, Paris : Paris I Sorbonne University/Institute of Research for Development, 2012(1), pp. 1-26.

Guérin Isabelle et Venkatasubramanian Govindan (2022), The socio-economy of debt. Re-visiting debt bondage in times of financialization, *Geoforum*, 137, pp. 174-184.

Guin Benjamin (2017), Culture and Household Saving, *SSRN Electronic Journal*, [en ligne], <https://www.ssrn.com/abstract=2698872>, (consulté le 22 juillet 2024).

Henchoz Caroline (2016), Sociological Perspective on Financial Literacy. A Critical Examination of Three Assumptions Underlying Financial Literacy Programmes, in : *International Handbook of Financial Literacy*, pp. 97-113.

Henchoz Caroline, Coste Tristan et Wernli Boris (2019), Culture, money attitudes and economic outcomes, *Swiss Journal of Economics and Statistics*, 155(1), pp. 1-13.

Henchoz Caroline, Poglià Miletì Francesca et Coste Tristan (2020), Circuits transnationaux d'endettement et parcours migratoire : rémitances, échanges économiques et dettes des migrants en Suisse, *Revue européenne des migrations internationales*, Université de Poitiers, 36(4), pp. 167-188.

Henchoz Caroline et Coste Tristan (2016), Santé et (sur)endettement : quels liens ?, *Revue d'information sociale REISO*, [en ligne], <http://www.reiso.org/spip.php?article5571>, (consulté le 18 juillet 2024).

Huston Sandra J (2010), Measuring Financial Literacy, *Journal of Consumer Affairs*, 44(2), pp. 296-316.

Jacoby Melissa B (2002), Does Indebtedness Influence Health ? A Preliminary Inquiry, *Journal of Law, Medicine & Ethics*, 30(4), pp. 560-571.

Jump\$tart Coalition (2007), *National Standards in K-12 Personal Finance Education*, Washington : Jump\$tart Coalition for Personal Financial Literacy.

Lusardi Annamaria (2003), Saving and the Effectiveness of Financial Education, in : Mitchel Olivia S et Utkus Stephen P (Eds), *Pension Design and Structure*, New York : Oxford University Presse, pp. 157-184, [en ligne], https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=476022, (consulté le 30 avril 2024).

Lusardi Annamaria (2008), Household Saving Behavior : The Role of Financial Literacy, Information, and Financial Education Programs, Working Paper Series, *Working Paper, National Bureau of Economic Research*, [en ligne], <https://www.nber.org/papers/w13824>, (consulté le 30 avril 2024).

Lusardi Annamaria et Mitchell Olivia (2006), Financial Literacy and Retirement Preparedness : Evidence and Implications for Financial Education, *Business Economics*, 42, pp. 35-44.

Lusardi Annamaria et Mitchell Olivia S (2007), Baby Boomer retirement security : The roles of planning, financial literacy, and housing wealth, *Journal of Monetary Economics*, Carnegie-Rochester Conference Series on Public Policy : Economic Consequences of Demographic Change in a Global Economy, 54(1), pp. 205-224.

Lusardi Annamaria et Mitchell Olivia S (2011), Financial literacy around the world : an overview, *Journal of Pension Economics and Finance*, 10(4), pp. 497-508.

Lusardi Annamaria et Mitchell Olivia S (2014), The Economic Importance of Financial Literacy : Theory and Evidence, *Journal of Economic Literature*, 52(1), pp. 5-44.

Lusardi Annamaria et Mitchell Olivia S (2023), The Importance of Financial Literacy: Opening a New Field, Working Paper Series, *Working Paper, National Bureau of Economic Research*, [en ligne], <https://www.nber.org/papers/w31145>, (consulté le 7 octobre 2023).

Morlok Michael, Oswald Andrea, Meier Harald, Efonayi-Mäder Denise, Ruedin Didier, Bader Dina et Wanner Philippe (2015), *Les sans-papiers en Suisse en 2015*, Bâle : B, S, S.

Nations Unies (2024), Haut-Commissariat droits de l'homme, Les migrants en situation de vulnérabilité, *Le HCDH et la migration*, [en ligne], <https://www.ohchr.org/fr/migration/migrants-vulnerable-situations#:~:text=Les%20migrants%20peuvent%20se%20retrouver%20dans%20une%20situation,race%2C%20leur%20handicap%20ou%20leur%20%C3%A9tat%20de%20sant%C3%A9>, (consulté le 09 août 2024).

OECD (2014), *PISA 2012 Results : Students and Money (Volume VI) : Financial Literacy Skills for the 21st Century*, PISA, OECD, [en ligne], https://www.oecd-ilibrary.org/education/pisa-2012-results-students-and-money-volume-vi_9789264208094-en, (consulté le 25 mai 2024).

OECD (2015), *National strategies for financial education*, OECD/INFE Policy Handbook : OECD/INFE.

Office fédéral de la santé publique (2024), Loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal), [en ligne], <https://www.bag.admin.ch/bag/fr/home/gesetze-und-bewilligungen/gesetzgebung/gesetzgebung-versicherungen/gesetzgebung-krankenversicherung/kvg.html>, (consulté le 13 juillet 2024).

Office Fédéral de la Statistique (2022), Présence et cumul de types de dette, selon différentes caractéristiques socio-démographiques - 2013, 2017, 2020 | Tableau, *Office fédéral de la statistique*, [en ligne], <https://www.bfs.admin.ch/asset/fr/22709965>, (consulté le 16 novembre 2023).

Paillé Pierre (1994), L'analyse par théorisation ancrée, *Cahiers de recherche sociologique*, Département de sociologie, Université du Québec à Montréal, (23), pp. 147-181.

Refle Jan-Erik, Burton-Jeangros Claudine et Yves Jackson (2024), *Sortir de la clandestinité - Les conséquences de la régularisation des travailleurs sans-papiers*, Lausanne : Presses polytechniques et universitaires romandes, [en ligne], <https://www.epflpress.org/produit/1479/9782889155422/sortir-de-la-clandestinite>, (consulté le 11 juin 2024).

Remund David L (2010), Financial Literacy Explicated: The Case for a Clearer Definition in an Increasingly Complex Economy, *Journal of Consumer Affairs*, 44(2), pp. 276-295.

Santini Fernando De Oliveira, Ladeira Wagner Junior, Mette Frederike Monika Budiner et Ponchio Mateus Canniatti (2019), The antecedents and consequences of financial literacy : a meta-analysis, *International Journal of Bank Marketing*, Emerald Publishing Limited, 37(6), pp. 1462-1479.

Spini Dario, Hanappi Doris, Bernardi Laura, Oris Michel et Bickel Jean-François (2013), Vulnerability across the life course : A theoretical framework and research directions, *Lives Working Paper*, 2013(27), pp.1-35.

Spini Dario, Bernardi Laura et Oris Michel (2017), Vulnerability Across the Life Course, *Research in Human Development*, Routledge, 14(1), pp. 1-4.

Tang Thomas Li-Ping (1992), The Meaning of Money Revisited, *Journal of Organizational Behavior*, Wiley, 13(2), pp. 197-202.

Turunen Elina et Hiilamo Heikki (2014), Health effects of indebtedness : A systematic review, *BMC public health*, 14, pp. 489.

Van Rooij Maarten CJ, Lusardi Annamaria et Alessie Rob JM (2012), Financial Literacy, Retirement Planning and Household Wealth, *The Economic Journal*, 122(560), pp. 449-478.

Weber Florence (2013), Le calcul économique ordinaire, in : Steiner Philippe et Vatin François (Eds.), *Traité de sociologie économique*, Quadrige, Paris : Presses Universitaires de France, pp. 399-438, [en ligne], <https://www.cairn.info/traite-de-sociologie-economique--9782130608318-p-399.htm>, (consulté le 3 mai 2024).

Willis Lauren E (2008a), Against Financial Literacy Education, *SSRN Scholarly Paper*, Rochester, NY, [en ligne], <https://papers.ssrn.com/abstract=1105384>, (consulté le 30 avril 2024).

Willis Lauren E (2008b), Evidence and Ideology in Assessing the Effectiveness of Financial Literacy Education, *SSRN Scholarly Paper*, Rochester, NY, [en ligne], https://papers.ssrn.com/sol3/papers.cfm?abstract_id=1098270, (consulté le 26 mai 2024).

Willis Lauren E (2011), The Financial Education Fallacy, *SSRN Scholarly Paper*, Rochester, NY, [en ligne], <https://papers.ssrn.com/abstract=1869323>, (consulté le 6 mai 2023).

Xiao Jing Jian, Chen Cheng et Chen Fuzhong (2014), Consumer Financial Capability and Financial Satisfaction, *Social Indicators Research*, Springer, 118(1), pp. 415-432.

Xiao Jing Jian et Porto Nilton (2017), Financial education and financial satisfaction: Financial literacy, behavior, and capability as mediators, *International Journal of Bank Marketing*, Emerald Publishing Limited, 35(5), pp. 805-817.

Xu Lisa et Zia Bilal (2012), Financial Literacy Around the World: An Overview of the Evidence with Practical Suggestions for the Way Forward, *SSRN Scholarly Paper*, Rochester, NY, [en ligne], <https://papers.ssrn.com/abstract=2094887>, (consulté le 26 mai 2024).

Zelizer Viviana A (2006), Circuits in economic life, *Economic Sociology*, Max Planck Institute for the Study of Societies (MPIfG), 8(1), pp. 30-35.

Zelizer Viviana A (1989), The Social Meaning of Money: « Special Monies », *American Journal of Sociology*, The University of Chicago Press, 95(2), pp. 342-377.

Zelizer Viviana A (2007), Pasts and Futures of Economic Sociology, *American Behavioral Scientist*, SAGE Publications Inc, 50(8), pp. 1056-1069.

Zelizer Viviana A, Batista Catia et Lacroix Thomas (2014), From Economic to Social remittances : an International Overview, Remittance Circuits, *CMD Working Paper Series*, pp. 1-11.

ANNEXES

ANNEXE 1 : INFORMATIONS AUX PARTICIPANT-ES ET CONSENTEMENT DE PARTICIPATION



**UNIVERSITÉ
DE GENÈVE**

**FACULTÉ DES SCIENCES
DE LA SOCIÉTÉ**

Département de sociologie

Claudine Burton-Jeangros
(Directrice de la recherche)
Professeure ordinaire
Linge directe : 41 22 37 98872
claudine.jeangros@unige.ch

Recherche de master : « L'éducation financière, l'endettement et l'intégration sociale des personnes migrantes sans-papier du canton de Genève »

Informations aux participant-es

La recherche « L'éducation financière, l'endettement et l'intégration sociale des personnes migrantes sans-papier du canton de Genève » est menée par l'étudiant Felipe Augusto Dos Santos Ferreira dans le cadre de son mémoire de master en sociologie à l'Université de Genève. Elle vise à comprendre comment la participation aux formations d'éducation financière et l'endettement contribuent à l'intégration sociale des personnes migrantes sans-papier du canton de Genève.

Pour ce faire, nous souhaitons interviewer les personnes migrantes qui ont une résidence permanente dans le canton de Genève et qui sont arrivées en Suisse entre 2008 et 2018. La personne migrante doit avoir participé à au moins une formation financière entre 2018 et 2023.

Consentement de participation à la recherche

Je soussigné-e (prénom, nom) :

.....

Résidant à (adresse postale) :

.....

Confirme autoriser ma participation et la récolte des données, dans le cadre de la recherche, « L'éducation financière, l'endettement et l'intégration sociale des personnes migrantes sans-papier du canton de Genève », menée par l'équipe de recherche composée de l'étudiant **Felipe Augusto dos Santos Ferreira** et de sa directrice de mémoire du master prof. **Claudine Burton-Jeangros**.

Confirme que ma participation est volontaire et que je sais avoir le droit de ne pas répondre à certaines questions ou interrompre l'entretien.

Confirme être conscient-e que les données seront récoltées à travers des entretiens individuels enregistrés et, lors de la transcription, les données personnelles collectées seront anonymisées afin que les participant-es à la recherche ne puissent pas être identifiés-es. Les données seront sauvegardées sur un serveur protégé de l'Université de Genève.

Confirme savoir que les résultats de l'enquête seront être uniquement présentés dans un cadre strictement scientifique et garantiront l'anonymat des participant-es. Les données seront détruites après la soutenance du mémoire de Master.

Je donne mon accord, en connaissance de cause, et sans contrepartie.

Fait à, le

Signature :

ANNEXE 2 : GRILLE D'ENTRETIEN

Grille d'entretien			
N°	Thématique abordée	Question	Relance
1	Informations personnelles	Pourriez-vous vous présenter brièvement ?	Indiquez, par exemple : - votre prénom et nom ; - votre âge ; - votre nationalité ; - et votre état civil.
2	"Briser la glace"	Quelle image avez-vous des Suisses en matière d'argent ?	- Quelles différences constatez-vous par rapport à votre pays d'origine ? - Quelle image vous vient à l'esprit lorsque vous pensez à l'argent ?
5	Gestion du budget	Parlez-moi sur sa gestion financière ... Comment gérez-vous votre budget ?	- Comment avez-vous appris à gérer votre budget financier ? - Avez-vous appris de quelqu'un ? - Qu'est-ce que cette personne vous a appris à faire ?
6	Gestion du budget	Qu'est-ce qui a changé dans la façon dont vous gérez votre budget depuis votre arrivée en Suisse, par rapport à la façon dont vous le faisiez dans votre pays d'origine ?	Par exemple : - Dépensez-vous plus ? - Économisez-vous davantage ? - Pour quoi pensez-vous que vous dépensez ou économisez plus après son arrivée en Suisse ?
7	Gestion du budget	Que faites-vous en cas de dépense imprévue ou d'urgence financière ?	- Quelle stratégie utilisez-vous pour payer cette dépense ? - Que faites-vous lorsque cela se produit ?
8	Transfert d'argent	Aidez-vous ou avez-vous déjà aidé financièrement un parent, un ami ou une personne proche en envoyant de l'argent de la Suisse vers un autre pays ?	- Pouvez-vous décrire cette situation de l'envoi d'argent ? - Par exemple, quand c'est passé cette situation, si la personne avait un problème financier, de santé etc.
10	Transfert d'argent	Que feriez-vous si un parent, un ami ou une connaissance vivant dans votre pays d'origine vous demandait d'emprunter de l'argent ?	Pour quelles raisons l'aideriez-vous ? Et pourquoi ne l'aideriez-vous pas financièrement ?

11	L'endettement	Vous êtes-vous déjà retrouvé en situation d'endettement dans votre pays d'origine ?	- Qu'avez-vous fait lorsque vous vous êtes retrouvé endetté ? - Avez-vous demandé de l'aide à un-e ami-e ou à un membre de votre famille pour sortir de l'endettement ? - Avez-vous demandé des conseils et de l'aide à une association ? - Comment cette personne vous a-t-elle aidé ? - Comment l'association vous a-t-elle aidé ?
13	L'endettement	Avez-vous des dettes en Suisse ? Soit un engagement financier, une facture, un petit prêt dû à un membre de la famille, un retard de paiement quelconque, etc.	- Pour quelles raisons pensez-vous que vous êtes endetté en ce moment de votre vie ? - Y a-t-il eu un événement ou une situation spécifique à l'origine de votre endettement actuel ? - Quel était cet événement ?
15	L'éducation financière	Pourquoi avez-vous décidé de participer à l'initiative d'éducation financière (cours, exposée, séance d'information etc.) en Suisse ?	- Comment avez-vous entendu parler de cette initiative d'éducation financière ? - Est-ce que quelqu'un vous l'a recommandé ?
16	Littératie financière	Quelle est votre situation financière aujourd'hui ?	- Êtes-vous confronté à des difficultés financières ? - Si oui, comment y faites-vous face ? - Si non, à quoi attribuez-vous votre situation financière favorable ?
17	Littératie financière	Y a-t-il une personne proche, un parent ou un ami ou une amie que vous admirez d'un point de vue financier ?	Qui est cette personne et pourquoi l'admirez-vous ?

ANNEXE 3 : FLYER DE RECRUTEMENT DES PARTICIPANT-ES



 **UNIVERSITÉ DE GENÈVE**
FACULTÉ DES SCIENCES DE LA SOCIÉTÉ
DÉPARTEMENT DE SOCIOLOGIE

Appel à participation à une étude

Votre avis est important!

La gestion du budget et la planification de vos dépenses

Si vous avez entre 25 et 65 ans
Vous êtes arrivé.e dans le canton de Genève entre 2008 et 2018
Et n'avez pas de permis de séjour valide

De quoi s'agit-il?

Participez à un entretien avec un chercheur du master en Sociologie de l'Université de Genève

Si vous avez participé, entre 2018 et 2023, à une formation financière (par exemple atelier sur la gestion du budget, paiement des impôts en Suisse ou la prévention du surendettement) organisée par une association ou un syndicat

Durée de l'entretien : 1 heure
Lieu : Uni Mail ou l'endroit de votre choix
Important : les entretiens seront totalement anonymisés

Pour participer ou pour plus d'informations

Felipe Augusto dos Santos Ferreira (chercheur/étudiant du Master en Sociologie) WhatsApp : 41 78 208 9702 felipe.dos-santos@etu.unige.ch	Claudine Burton-Jeangros (Directrice de la recherche) Professeure ordinaire Ligne directe: 41 22 37 98872 claudine.jeangros@unige.ch
--	---